

Le Monde

7, rue des Italiens, 75421 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14028 - 6 F

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 MARS 1990

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: ANDRÉ FONTAINE

Transition chaotique à Managua

La tension qui règne au Nicaragua, après le triomphe de l'opposition aux élections du 25 février, est à la mesure de la surprise causée par la victoire de M^{re} Violeta Chamorro. Résultats toujours incomplets, déclarations contradictoires des dirigeants - nouveaux ou anciens -, campagnes d'intimidation ; la période de transition, qui ne prendra fin que le 25 avril prochain avec l'installation de la nouvelle présidence, s'annonce bien chaotique.

Hier marqués dans leur certitude d'une impossible défaite, les dirigeants sandinistes tentent aujourd'hui de sauver ce qu'ils estiment essentiel. Le contrôle sur une armée pléthorique et « révolutionnaire », la réforme agraire ou encore les nationalisations représentent pour eux autant d'« intouchables » acquis de la révolution. Ils sont cependant divisés sur la manière de les préserver.

ALORS que le président Daniel Ortega multiplie les appels au calme et les discours conciliants, d'autres responsables du régime - qui apparaissent cependant isolés - comme le ministre de l'Intérieur Tomas Borge campent sur une ligne beaucoup plus intransigente. Il en va d'ailleurs de même dans les rangs de l'ancienne opposition, pas toujours à l'abri d'un vigoureux esprit de revanche.

Dans ce contexte, la future présidence, qui entend bien conserver ses prérogatives - « C'est moi qui commande » a rappelé Mme Chamorro, - dispose d'un atout non négligeable: la Constitution nicaraguayenne octroie en effet au chef de l'État une très large marge de manœuvre, lui permet de gouverner par décrets-lois, et réduit le rôle du Parlement à celui d'une Chambre d'enregistrement. Mais ce texte interdit aussi de manière « irrévocable » la privatisation des banques, et restreint le droit à la propriété privée, autant de freins à l'action d'une équipe qui n'a jamais caché sa volonté de réformer en profondeur un système maintes fois condamné.

LES négociations engagées entre les deux parties peuvent permettre d'aboutir à un « modus vivendi » dans les semaines qui viennent. Mais il est permis de s'interroger sur la viabilité de cet hypothétique tandem entre un gouvernement et une opposition qui se sont affrontés pendant dix années de guerre. Cela d'autant plus que la population attend une amélioration rapide de ses conditions de vie, dont on voit mal par quel miracle elle pourrait être obtenue en dehors d'une aide extérieure.

A l'heure de la détente et alors que le bon déroulement des élections nicaraguayennes a été unanimement salué - et les deux « candidats » étant félicités dans la plupart des capitales étrangères, y compris par le président du Soviet suprême de l'URSS - l'issue de cette laborieuse transition déterminera l'avenir d'un petit pays qui depuis les débuts de la dictature Somoza n'a pas connu beaucoup de répit.

Lire page 4 l'article de BERTRAND DE LA GRANGE

M 0146 - 305 0 - 6.00 F
379014606000 03050

Le PC soviétique menacé d'éclatement

La « Pravda » publie les thèses des réformateurs radicaux

Alors que les habitants de la Fédération de Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie s'approprient à élire, dimanche 4 mars, les membres soviétiques locaux, la « Pravda » de samedi a publié la « plate-forme » des réformateurs radicaux, les opposants progressistes du PC. Ce texte plaide en faveur d'une conception parlementariste du parti et laisse prévoir l'éclatement du PC.

MOSCOU

de notre correspondant

Il y avait queue, samedi 3 mars, au petit matin, devant les kiosques à journaux de Moscou. Pour la première fois depuis la fin des années 20, la « Pravda » vient, en effet, de publier, dans le cadre de la préparation du prochain congrès du parti, un projet de programme alternatif à celui que propose le comité central.

En soi seulement, l'événement est de taille, puisqu'il signifie que le droit de tendance est d'ores et déjà rétabli au sein du parti. Si pourtant l'intérêt des Soviétiques, alertés par les pre-

miers bulletins radio, a été si grand, c'est que ce texte émane d'un véritable et influent courant, la « plate-forme démocratique », implanté dans cent villes et treize des quinze Républiques de l'URSS.

Officiellement formé le 20 janvier à Moscou, ce courant regroupe les animateurs de plusieurs formations informelles apparues ces dernières années, beaucoup des plus radicales des candidats aux élections en cours dans les Républiques et de grandes figures, enfin, du nouveau Parlement fédéral.

BERNARD GUETTA

Lire la suite page 6

L'agriculture entre culture et nature

La vingt-septième Salon de l'agriculture s'ouvre le dimanche 4 mars, porte de Versailles à Paris, pour une semaine. Trois thèmes domineront, cette année, cette grande manifestation où sont attendus plus de sept cent mille personnes : les conséquences de la sécheresse de 1989, la pollution des eaux et la représentativité syndicale des organisations professionnelles.

Dans le cadre du Salon, un colloque consacré à « Eau et agriculture, les leçons d'une sécheresse » doit avoir lieu, le jeudi 8 mars, en présence du ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet. Les déclarations du ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, sur les « agriculteurs-pollueurs » devraient être vivement dénoncées. Les défenseurs de l'agriculture biologique, celle qui s'interdit tout recours aux produits chimiques de synthèse, y plaideront leur cause dans des conditions qui leur sont désormais plus favorables.

Lire page 13, l'article d'ERIC FOTTORINO

Baisse de 40 % des commandes en 1989

Les ventes françaises d'armes sont en forte diminution

Conséquence du désarmement, les ventes d'armes françaises à l'étranger auraient chuté de près de 40 %, en 1989, par rapport à 1988. D'après une estimation du ministère de la Défense, elles auraient été de 23 milliards de francs environ. Par ailleurs, le vice-amiral Hervé Le Pichon, chargé de l'innovation au ministère de la Défense, a vivement dénoncé, vendredi 2 mars, le « lobby militaro-industriel ».



Lire nos informations page 16

Les frontières de l'Allemagne unifiées

La controverse s'intensifie entre Bonn et Varsovie

page 3

Les troubles en Côte-d'Ivoire

Le président Houphouët-Boigny conspué

page 4

La construction d'Airbus

Une chaîne de montage à Hambourg. Fin de la grève de British Aerospace

page 13

Déficit japonais

Pour la première fois depuis six ans un déficit des paiements courants

page 13

« Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Pierre Soisson, invité dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

Informatique, fantasmes et libertés

L'informatisation de données sensibles fait l'objet de violentes attaques : c'est surtout la faiblesse des moyens de contrôle qui alimente l'inquiétude

Les tribunaux judiciaires et administratifs ont à peu s'informatisés. Ce n'est pas nouveau. Dans toutes les juridictions, dès lors que le système est au point, on se réjouit de la commodité et du gain de temps qu'il apporte, dès l'ouverture d'une procédure.

Arrive alors l'épisode explosif et capital de l'histoire de la sculpture. Rodin en est le héros incontesté, celui par qui le scandale arriva, pour avoir rompu avec les idéaux académiques, et pratiqué plutôt que l'art de la composition, la science du modelé, pour avoir préféré aux « poupées inconstantes comme glaces par la mort » des maîtres néo-classiques, « la vie [qui] anime et réchauffe les muscles palpitations des statues grecques », dont il admirait la vérité et la force, qui passent mieux à travers certaines pièces brisées, que si l'œuvre nous était parvenue dans son intégralité. Et le maître, cité par Paul Gauguin, de s'exclamer lors d'une visite au département des Antiquités du Louvre : « Quelle élégance ! Ce jeune torse sans tête semble sourire à la lumière et au printemps mieux que des yeux et des lèvres ne le pourraient faire. »

arrange. Lorsqu'il chasse ses bécasses, le monde apparaît plus net, et ce que le myope y voit risque de ne pas lui plaire.

C'est là que l'on découvre qu'il existe des ordinateurs, que l'on dresse dans l'ombre et sans contrôle des fichiers de renseignements.

AGATHE LOGEART

Lire la suite page 8

La sculpture en état de choc

« Le corps en morceaux », une exposition spectaculaire sur la permanence du fragment en sculpture, organisée au Musée d'Orsay et dont Rodin est le pivot

Benvenuto Cellini n'aimait pas l'occupation de restauration. Il proposa cependant à Côme de Médicis de travailler la tête, les bras et les pieds d'un marbre grec, et même d'y ajouter un aigle pour en faire un Gany-mède : la qualité de chef-d'œuvre de la pièce l'incitait à « rendre service à son auteur ».

Cette attitude, qui nous paraît aujourd'hui si peu respectueuse envers les témoignages de l'art du passé, de la Renaissance au néoclassicisme, était parfaitement normale et justifiée : le regard ne pouvait se satisfaire d'œuvres fragmentaires. Il fallait que la figure soit achevée. On « restaure » donc les statues abîmées, réinventant la beauté que devait être l'art des maîtres de la sculpture antique, et la grandeur de la pièce complète. Sans complexe, on remodèle, on ajoute. Et Girardon de retoucher la poitrine de la Vénus d'Arles, et de la doter de bras.

Les exemples de ce genre d'opérations de chirurgie esthétique, de greffes et de transplantations abondent. Il en est d'amusants, comme celui de la statue de Louis XII du château de Gaillon, due à Lorenzo de Mugiano (1508), et qui, mutilée à la Révolution, est réduite à un

torse couvert d'une cuirasse ouvragée, fut à deux reprises complétée : une première fois par l'habile Beauvallet, qui lui mit une tête en albâtre et la main qui manquait (on en tira même un bronze) ; une seconde fois par Lange, qui lui fit des jambes, car on ne pouvait décemment exposer à Versailles, au nouveau musée des « Gloires de la France », l'effigie d'un roi réduit à un homme-tronc.

Louis XII, dérestauré au vingtième siècle, et accompagné de ses prothèses en pièces détachées, figure au copieux menu de l'étonnante exposition du Musée d'Orsay, parmi d'autres hors-d'œuvre d'époques diverses, de nature et de saveurs diverses : ex-voto, reliquaires en forme de pied ou de main, cires anatomiques de l'ancienne collection du docteur Spitzner, moulages d'antiques et moulages sur nature ayant servi de modèles dans les ateliers de sculpture.

Soit autant de morceaux d'anatomie vénérés, charcutés, préparant au plat de résistance : le fragment de corps livré par le sculpteur comme œuvre achevée.

La décision est de taille, si l'on peut dire, qui participe tout à la

fois d'une évolution du goût d'une révolution du regard (orienté par les photographes) et d'une nouvelle approche (médicale et naturaliste) du corps humain, et qui nous situe au cœur d'un épisode explosif et capital de l'histoire de la sculpture. Rodin en est le héros incontesté, celui par qui le scandale arriva, pour avoir rompu avec les idéaux académiques, et pratiqué plutôt que l'art de la composition, la science du modelé, pour avoir préféré aux « poupées inconstantes comme glaces par la mort » des maîtres néo-classiques, « la vie [qui] anime et réchauffe les muscles palpitations des statues grecques », dont il admirait la vérité et la force, qui passent mieux à travers certaines pièces brisées, que si l'œuvre nous était parvenue dans son intégralité. Et le maître, cité par Paul Gauguin, de s'exclamer lors d'une visite au département des Antiquités du Louvre : « Quelle élégance ! Ce jeune torse sans tête semble sourire à la lumière et au printemps mieux que des yeux et des lèvres ne le pourraient faire. »

GENEVÈVE BREERETTE

Lire la suite page 10

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Molière
Marc-Antoine Charpentier

16 mars - 8 avril 1990

Le Malade imaginaire

Comédie mêlée de musique et de danses

Mise en scène : Jean-Marie Villégier et Christophe Gailand
Direction musicale : William Christie
Chorégraphie : Francine Lancelot
Décors : Carlo Tommasi
Costumes : Patrice Cauchetier
Lumières : Philippe Arlaud
Commedia dell'arte : Adriano Sinivia

Comédiens et chanteurs
Ris et danceries

Les Arts Florissants

Coproduction Opéra de Montpellier

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE MAIRE DE PARIS RFL 40.28.28.40

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Espagne, 190 pes.; Grèce, 90 dr.; Italie, 90 p.; Israël, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 140 esc.; République Fédérale, 336 F CFA; Suède, 14 kr.; Suisse, 1,80 S.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Le Monde

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beau-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUH 206 136 F

Imprimé
à « Le Monde »
11, rue Jean-Mazet
94852 Ivry-sur-Seine
94852 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2657
Reconnu par le ministère de la Culture
et de la Communication en tant qu'organisme
de presse au 11-42-47-90-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 35-15 - Tape LEMONDE
ou 35-15 - Tape LM

ABONNEMENTS
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 45-55-91-92

| | FRANCE | MONDIA | MONDIA | MONDIA | AUTRES PAYS |
|--------|---------|---------|---------|---------|-------------|
| 3 mois | 365 F | 395 F | 395 F | 395 F | 700 F |
| 6 mois | 720 F | 760 F | 760 F | 760 F | 1 400 F |
| 1 an | 1 380 F | 1 380 F | 1 380 F | 1 380 F | 2 650 F |

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél : (1) 45-55-91-92

Changement d'adresse :
indiquer l'ancien et le nouveau
numéro de l'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'inscrire
sous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 MOND1

Le Monde

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Ancien directeur :
Hubert Beau-Méry (1944-1968)
Jean-Pierre Fauriol (1968-1982)
André Laurens (1982-1985)
Administrateur général :
Bernard Wozniak
Directeur de la rédaction :
Daniel Verneuil
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Claude Salas

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
ADMINISTRATION :
1, PLACE LAURENT-BEVRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 45-55-91-92
Télécopieur : (1) 45-55-91-71

DATES

Il y a soixante-dix ans

Horthy prend le pouvoir en Hongrie

BUDAPEST, le 1^{er} mars 1920. A 10 h 25, dans l'aile sud du Parlement au bord du Danube, le président de l'Assemblée, Istvan Rakovszky, ouvre la séance. Autour du bâtiment, construit au début du siècle en s'inspirant du palais de Westminster à Londres, déboulent des détachements armés. Au moment où les députés, convoqués pour élire le régent de Hongrie, sont appelés à déposer leur bulletin de vote dans l'urne placée au milieu de la salle, trois officiers, chacun armé d'un sabre, d'un revolver et de deux grenades accrochées à la ceinture, se promènent devant le banc des ministres, vraisemblablement pour impressionner les parlementaires.

Le résultat du vote est sans surprise : 130 voix en faveur du contre-amiral Miklos Horthy, ministre de la défense, et 7 seulement pour le comte Albert Apponyi. Aussitôt la séance levée, une délégation dirigée par l'évêque Ottokar Prohászka, est envoyée auprès de l'Élu.

Horthy avait établi son quartier général à l'hôtel Gellert, qui reste, soixante-dix ans plus tard, un haut lieu du tourisme hongrois. Surprise : le contre-amiral fait semblant de ne pas accepter le poste. Prêt de se rendre au Parlement pour la prestation de serment, il demande l'élargissement de ses pouvoirs. Les palabres vont durer une heure.

Finalement, tout s'arrange. Arrivée place Kossuth, accueil par tous les notables, dont le président de l'Assemblée, qui lui dit respectueusement : « *Dícsz vos conditions, nous les acceptons.* » Il est vrai que le Parlement était entouré par les partisans armés de Horthy. Beaucoup parleront par la suite de coup de force plus ou moins déguisé.

Quoi qu'il en soit, le contre-amiral Horthy devient chef d'État en exerçant pratiquement tous les droits monarchiques, avec une restriction : il est privé du droit de conférer des titres de noblesse. Mais — nuance — il peut créer de nouvelles dignités : d'où la fondation de l'ordre des Preux (*Vitézi Rend*), une sorte de « noblesse de l'empire » à la hongroise, disparu en 1945.

La monarchie n'était pas abolie, seulement « suspendue » : le dernier roi, Charles IV (père du député européen Otto de Habsbourg, privé du trône, était toujours vivant. De son exil suisse, il tentera d'ailleurs à deux reprises, au début des années 30, de retrouver son royaume. Sans succès, et il finira sa vie à Madrid en 1972.

La disparition
de la flotte

Miklos Horthy peut donc régner : son histoire ne manque pas d'intérêt. Né en 1868, cinquième de neuf enfants dont le père consacra entièrement à l'administration de ses domaines, le futur régent réalise son rêve de jeunesse en faisant son service militaire dans la marine. A l'époque de la monarchie austro-hongroise, cette marine était l'une des plus importantes du monde. Ses unités, stationnées dans les ports adriatiques, sillonnaient les mers. Le jeune Horthy parlait souvent pour des voyages lointains et visitait les cinq continents. Considéré par ses supérieurs comme l'un des plus brillants officiers de sa génération, il est nommé en 1909, à l'âge de quarante et un ans, aide de camp de Sa Majesté Impériale et Royale, François-Joseph I^{er}.

Il a passé cinq ans auprès du souverain à Vienne, oubliant peu à peu sa langue maternelle. Peu familiarisé avec les problèmes politiques, Horthy était peut-être la dernière personne qui puisse être désignée pour jouer un rôle politique après l'écroulement de la monarchie en 1918. Promu amiral en 1917, il commandait la flotte austro-hongroise au moment de la débâcle. La guerre perdue, Horthy rentre chez lui à Kenderes, au cœur de la campagne hongroise. Très affecté par la disparition de « sa » flotte, il observe en simple spectateur le début des bouleversements qui se succèdent dans son pays natal.

Suivant de près les événements de Russie, un mouvement révolutionnaire socialiste avait pris le pouvoir en Hongrie le 31 octobre 1918. Mais le comte Istvan Karolyi, président de la République remplaçant la monarchie, avait été rapidement débordé par le groupe communiste de Béla Kun, qui instaura la République des Conseils le 21 mars 1919. Les forces traditionnelles et conservatrices, aidées par les puissances occidentales et la Roumanie, brisèrent en cent trente-trois jours la Commune hongroise. Cette période révolutionnaire laissa de longues et douloureuses traces, bien que



Le 1^{er} mars 1920, Miklos Horthy est élu régent par l'Assemblée nationale en attendant que la Hongrie se donne un nouveau roi.

la contre-révolution fit encore plus de victimes. Or le chef militaire de cette contre-révolution était précisément Miklos Horthy, invité pendant l'été par le comte Gyula Karolyi, chef d'un contre-gouvernement qui s'organise dans la ville d'Arad, à former une armée nationale.

La situation du pays était chaotique, la population était terrorisée, l'avenir politique incertain. Profitant de la présence de plusieurs missions militaires occidentales (britannique, française, italienne et américaine), les Roumains, qui occupaient notamment la capitale, préparèrent les négociations à venir sur les nouvelles frontières de leur pays reconstitué, comprenant la Transylvanie « récupérée ».

Des contacts diplomatiques permirent à Horthy d'arriver à Budapest pour y restaurer avec ses soldats la souveraineté hongroise. Les missions alliées avaient réussi à convaincre les occupants de quitter le territoire situé à l'est de la rivière de Tisza.

16 novembre 1919. Au cours d'une matinée pluvieuse, la population de la capitale accueille devant l'hôtel Gellert le contre-amiral Horthy arrivé à cheval. Le commandant en chef de l'armée nationale, vêtu de l'uniforme de la marine royale et impériale (disparu), prononce un discours très dur, pour dire que « Budapest est une ville coupable (...) ayant laissé trainer dans la poussière les couleurs nationales, et la Sainte Couronne dans les loges rouges », allusion à la dictature du prolétariat, écrasée par la contre-révolution.

Juin 1920. Locataire du palais royal sur les collines de Buda. Son Altesse Sérénissime (c'est désormais son titre officiel) Miklos Horthy se trouve dans l'obligation d'accepter au nom de son pays le traité de paix imposé par les vainqueurs. Tous les drapeaux sont mis en berne pour « saluer » la signature du traité au Petit Trianon, dans le parc de Versailles. Aujourd'hui encore, le mot « Trianon » (que connaît chaque Hongrois) reste synonyme d'injustice, toutes opinions confondues.

Car — faut-il encore le rappeler ? — le traité priva la Hongrie des deux tiers d'un territoire millénaire. Ce qui est plus grave : trois millions et demi de Hongrois furent ainsi exclus de la mère-patrie, ce qui aggrava les antagonismes entre nations danubiennes exploités successivement par Hitler et Staline. A l'heure actuelle encore, les décisions de 1919 pèsent lourdement sur les relations hongro-roumaines, avec ou sans Nicolae Ceausescu.

Miklos Horthy plaça la récupération des anciens territoires hongrois au-dessus de toute autre considération. La première raison fondamentale du rapprochement de la Hongrie avec les puissances de l'Axe fut la

promesse de révision du traité de Trianon, partiellement honorée par les deux « arbitres » de Vienne en novembre 1938 (au détriment de la Tchécoslovaquie) et en août 1940 (au détriment de la Roumanie). En même temps, la Hongrie horthyste s'est éloignée des alliés occidentaux, protecteurs d'une Petite Entente (Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) dont elle se jouait l'ennemi.

Pourtant, Miklos Horthy hésitait à s'attacher inconditionnellement à la politique de Hitler. L'aristocratie, dont un représentant brillant, le comte Istvan Bethlen, fut président du Conseil de 1921 à 1931, critiqua pendant — et surtout après — son règne la brutalité et l'idéologie primaire des nazis, alors que certains éléments s'agitaient en sens opposé. Il s'agissait surtout de représentants de la petite noblesse, de la petite bourgeoisie et d'officiers. Des éléments de bonne foi, auxquels le prétendu « cours national et chrétien » du pays ne donnait pas la possibilité de s'exprimer, glissaient vers une bryante extrême droite encouragée par l'Allemagne de Hitler.

Un flot
de paix relative

Ainsi, les forces traditionnelles soutenant le régime horthyste offraient une résistance aux visées nazies : la droite y trouva, elle, un puissant appui extérieur. Enfin, alors que le Parti communiste embryonnaire était impitoyablement étouffé par la police, la Hongrie de l'amiral tolérât le fonctionnement de plusieurs partis d'opposition (comme celui du Parti social-démocrate, représenté au Parlement).

La Hongrie, en partie grâce à l'amiral Horthy, préoccupe de gagner du temps à tout prix et de survivre à l'orage qui ravageait l'Europe, parvenant tant bien que mal, jusqu'en printemps 1944, à demeurer un îlot de paix relative au cœur de l'Europe centrale. C'est ainsi que le pays, qui n'était pas en état de guerre avec la France, hébergea plus de mille cinq cents évadés français. Horthy refusa le passage des troupes allemandes pour l'invasion de la Pologne (septembre 1939) ; il n'accepta le passage des mêmes troupes en direction de la Roumanie que dans les wagons plombés (août 1940), et le président du Conseil Pal Teleki se donna la mort en signe de protestation lorsque, sans autorisation du régent, la Wehrmacht franchit les frontières hongroises pour attaquer la Yougoslavie (avril 1941).

Il est néanmoins exact que la Hongrie participa dès la fin du mois de juin 1941 aux opérations militaires contre l'URSS. Mais la majeure partie de ses forces avait été anéantie durant l'hiver 1942-1943, l'armée hon-

groise ne fournit plus dès lors que des troupes d'occupation. A partir de 1943, il apparaît de plus en plus clairement que les Allemands risquent de perdre la guerre. Pré-maturés ou maladroits, les contacts pris avec les alliés occidentaux sous l'impulsion du régent furent découverts par les Allemands. Ils contribuèrent beaucoup à l'occupation de la Hongrie décidée par Hitler au moment de l'écroulement du front oriental. Revenant sous un faux prétexte Horthy à son quartier général, le Führer donna l'ordre à ses troupes, le 19 mars 1944 à l'aube, de franchir les frontières hongroises. En l'absence du régent, personne n'osa décrire la résistance armée. Du fait de l'écrasante supériorité des Allemands et de la germanophilie aveugle d'une grande partie de l'état-major hongrois d'origine souabe, cette résistance aurait sans doute été vaine.

Tout en restant officiellement l'allié de l'Allemagne, la Hongrie subit dès lors les mêmes contraintes et les mêmes humiliations que les autres pays occupés par cette dernière. Les Juifs payaient le prix le plus élevé de l'occupation avec 618 000 déportés et tués jusqu'à la fin de la guerre (sur une population juive de 825 000 personnes).

Le régent, hésitant, se laisse un temps persuader que la meilleure solution est de rester à son poste, donnant ainsi une façade de légalité à l'occupation — tel le maréchal Pétain en France. L'approche de la défaite allemande l'encouragea pourtant dans une autre direction. Mais le 15 octobre 1944, au moment où le régent — en accord avec la résistance antifasciste — lisait à la radio l'ordre de cesser les hostilités contre les alliés, les Allemands intervenirent avec brutalité.

Dans une salle de bains du château royal de Buda, l'amiral signe une feuille de papier batement rédigée en hongrois et en allemand par le plénipotentiaire de Hitler, annonçant son abdication et la nomination du chef des Croix-Fléchées (les fascistes hongrois) Ferenc Szalasi à la tête du pays. De cette signature dépendait le sort de son dernier enfant encore vivant, kidnappé vingt-quatre heures plus tôt par un détachement de SS dans un appartement de Pest.

Enfermé en Allemagne, placé en résidence surveillée, interrogé six fois par les Américains après la fin de la guerre, Horthy ne sera jamais accusé de crimes de guerre et les autorités communistes ne demanderont pas son extradition. Le contre-amiral sans flotte, le régent du royaume sans roi, le chef d'État de religion protestante d'un pays dont la population, dans son immense majorité, est catholique, finira paisiblement ses jours en 1957 au Portugal, peu après l'écrasement de l'insurrection hongroise, pratiquement oublié de tout le monde.

THOMAS SCHREIBER

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JEAN-PIERRE
SOISSON

Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

animé par
Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON
et Alain LEBAUDE (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Janine PERRIMOND (RTL)

en direct sur
RTL

صلى الله عليه وسلم

AFRIQUE

CÔTE-D'IVOIRE : manifestations contre le président au pouvoir depuis trente ans

« Houphouët voleur, Houphouët corrompu, Houphouët démission ! »

« On ne veut plus d'Houphouët » scandent des jeunes adolescents dans le quartier des « 220 logements », un secteur d'habitations à loyer modéré où sont logés des fonctionnaires et des étudiants. Les manifestants sont en réalité des lycéens qui ont rejoint le mouvement de leurs aînés. Dans la matinée du vendredi 2 mars, des instructions ont été données pour renvoyer les élèves à leur domicile. La situation est tendue. La veille des tracts anonymes avaient circulé annonçant une grande marche pacifique contre le régime du président Félix Houphouët-Boigny, âgé de quatre-vingt quatre ans officiellement, au pouvoir depuis trente ans.

ABIDJAN

de notre correspondant

Tôt vendredi matin les premiers incidents ont éclaté dans le quartier résidentiel et universitaire de Cocody. Devant le lycée technique et le lycée classique, deux établissements « phares » d'Abidjan, les forces de l'ordre (qui avaient reçu des instructions pour réprimer « en douceur ») ont lancé des gaz lacrymogènes.

Une heure plus tard, les occupants de la rue se retrouvent près des tours administratives où la plu-

part des ministères sont installés. Les CRS chargés, aidés des sapeurs-pompiers qui usent de leurs lances à eau. Les fonctionnaires ont rejoint les étudiants. Ils sont alors plus d'un millier. Les bus de la « SOTRA » (transports en commun) sont stoppés par la foule excitée qui chante l'hymne national.

Les voyageurs sont invités à descendre et à se joindre avec les manifestants. « Les travailleurs avec nous », « à bas Houphouët », crie la foule. « Houphouët voleur, Houphouët corrompu, Houphouët démission ! ». Du jamais entendu à Abidjan. Un jeune garçon est blessé tandis qu'un pare-brise d'autocar vole en éclat. Le cortège recule et les forces de l'ordre peuvent alors quadriller le secteur des tours administratives.

C'est ensuite à Adjame que les manifestants se rendent. L'excitation est à son comble. Un hélicoptère blanc survole le défilé. A la mi-journée d'autres incidents sont signalés dans différents quartiers de la ville. A Treichville, des pilards arrosent les vitrines de cailloux.

L'alerte se propage plus vite que l'éclair : les commerçants libanais baissent leur rideaux de fer. Les soldats aux bérets rouges bloquent désormais l'accès à la maison du parti unique, à deux pas du marché où les étals sont délaissés. Sur le boulevard Giscard-d'Estaing, la grande artère qui mène du centre-ville à l'aéroport, des petits groupes d'enfants entre six et

douze ans font la loi à coup de pierres. Des vitrines sont brisées. Devant le super-marché « Nour Al Ayt », un responsable pékistais s'estime heureux : « il n'y a pas eu de pillage ».

Un défi au « père de la nation »

Cependant un européen au volant de sa voiture sans vitre constate les dégâts : « Je ne serai pas remboursé, les assurances n'ont même plus de fric ici ». La colère de la rue a surpris tout le monde. Pour la première fois, on a entendu des slogans hostiles au président et à son régime.

M. Houphouët-Boigny continue ses concertations avec les différents syndicats après le refus catégorique de l'union générale des travailleurs d'accepter les mesures annoncées en début de semaine par le chef de l'Etat. Les fonctionnaires s'attendent à une réduction de leurs salaires de 15 à 40 % et les travailleurs du privé vont voir leur prébende au titre de la contribution solidarité grimper de 10 %.

Il est vrai qu'à l'époque du « miracle ivoirien », dans les années 70, ce pays s'était payé le luxe de créer des sociétés d'Etat gérées comme des entreprises privées, avec des salaires largement au-dessus de la moyenne. L'explosion de colère dans les rues d'Abidjan est le résultat d'une frustration : l'étalage du luxe devant le régime grandissant. Un défi lancé au « père de la nation ».

Vendredi soir, un communiqué du gouvernement a annoncé la fermeture jusqu'à nouvel ordre des établissements scolaires et universitaires dans les dix communes d'Abidjan et à Bingerville.

Autre mesure qui risque de maintenir la crispation chez les étudiants : la fermeture de tous les internats et des résidences universitaires. A Yopougon, la résidence universitaire d'où est partie la contestation il y a trois jours, les étudiants bédinois, cap-verdiens et burkinabés ont quitté les lieux sans incidents. Après avoir « lâché du lest » (baisse de moitié du prix des chambres et des tickets de restaurant), le chef de l'Etat utilise à nouveau la fermeté.

Mais la deuxième manche s'annonce difficile pour le président ivoirien contraint par les bailleurs de fonds d'appliquer des mesures d'austérité. Les salariés ne veulent pas payer seuls la « facture » de la crise. « Les riches doivent payer et respirer leur capitaine ».

Le mauvais exemple a été donné par le président ivoirien lui-même. Il s'est déjà expliqué, sans succès, sur sa fortune personnelle placée dans des comptes en banque en Suisse. Une fortune tenue secrète et que les tracts anonymes distribués ces derniers jours estiment à 3 000 milliards de francs CFA.

ROBERT MINANGUY

GABON

M. Bongo minimise les troubles dans son pays

L'Assemblée nationale gabonaise et le comité central du Parti démocratique gabonais (PDG, parti unique) réunis, vendredi 2 mars, en session extraordinaire ont adopté un projet de loi permettant de prolonger le mandat des députés de six mois.

Cette loi, présentée par le président Omar Bongo, doit permettre le report au 1^{er} octobre des élections législatives qui avaient été initialement prévues pour le 1^{er} avril. Un délai qui doit être utilisé pour procéder à plusieurs modifications institutionnelles préconisées par le président Bongo, dont le pays traverse une crise sociale depuis plusieurs semaines.

Malgré une diminution sensible de la tension, plusieurs foyers de mécontentement persistaient encore vendredi à Libreville. Ainsi, les cours à l'Université Omar Bongo n'ont toujours pas repris, malgré les assurances données par le rectorat. Les professeurs gabonais, mécontents de la lenteur de leurs négociations avec les autorités universitaires pour une amélioration de leur niveau de vie, ont refusé de réintégrer leurs salles de cours. Quant aux employés de l'Office du chemin de fer transgabonais (OCTRA), qui étaient en grève depuis une semaine pour des raisons salariales, tous ont repris le travail jeudi. Les internes de l'Hôpital central de Libreville ont décidé en revanche d'arrêter les soins, faute d'avoir été payés depuis décembre.

Interrogé sur la Cinq vendredi soir, le président Omar Bongo s'est montré étonné d'apprendre qu'on avait demandé sa démission. « Je ne suis pas venu par un coup d'Etat, je ne peux partir que le jour où il y aura une élection. Si les gens ne me font plus confiance, eh bien, je m'en irai », a-t-il déclaré.

M. Bongo a minimisé la portée des désordres dans son pays. « Tout ceux qui se mettent dans la rue n'ont pas une raison valable pour le faire. Ils en profitent pour casser les magasins, pour voler, pour piller... Ce qui est terrible, c'est que vous, Français, quand il s'agit de l'Afrique, vous amplifiez. » « Je suis né optimiste et je le reste » a conclu M. Bongo. — (AFP, AP)

AFRIQUE DU SUD : nommé vice-président de l'ANC

M. Mandela est de nouveau aux commandes

M. Nelson Mandela vient d'obtenir, au sein du Congrès national africain (ANC) dont il n'était que le chef historique, la place qui lui revient, celle de vice-président. Ainsi en a décidé, vendredi 2 mars, à Lusaka, en Zambie, le Comité exécutif national (NEC) du mouvement nationaliste (nos dernières éditions du 3 mars). Ni plus car il n'aurait pas été convenable de déposséder de son titre de président M. Oliver Tambo, qui se remet lentement à Stockholm d'une attaque cérébrale survenu en août dernier. Ni moins, car la stature politique du « camarade Nelson » oblige, volens ses compagnons de route à se ranger derrière lui.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

C'est donc M. Mandela qui devrait normalement être, d'une manière ou d'une autre, l'interlocuteur privilégié du gouvernement sud-africain dans les discussions à venir, à moins qu'il ne préfère demeurer en coulisse. N'est-il pas le mieux placé pour jouer avec succès ce rôle de négociateur, voire d'entremetteur, puisqu'il a appris à connaître en prison ses adversaires politiques avec lesquels il a engagé le dialogue et qu'une estime réciproque est née de ces contacts informels ?

Dans son communiqué l'ANC réitère son intention de rencontrer le président Frederik De Klerk et se félicite de sa « réponse positive » à ses initiatives. A cet égard, il annonce sa décision de prendre « immédiatement » les contacts nécessaires avec les autorités de Pretoria (des émissaires des deux parties viennent de se voir à Londres) pour mettre au point les détails de cette rencontre. Celle-ci aura-t-elle lieu dès la mi-mars ? Toujours est-il que M. Mandela, qui est attendu au Zimbabwe et en Tanzanie, pourrait annuler son étape suédoise au chevet de M. Tambo pour rentrer en Afrique du Sud.

Quoi qu'il en soit, l'ANC va envoyer incessamment en Afrique du Sud plusieurs membres du NEC — dans lequel figurent désormais MM. Walter Sisulu et Govan Mbeki, libérés respectivement en octobre dernier et en novembre 1988 — en exil à Lusaka pour y enquêter sur la situation en cours.

D'autre part, le quartier général du mouvement nationaliste sera « sans délai » transféré de Lusaka à Johannesburg, et des structures régionales et locales seront mises

en place « dès que possible ». Cette « remise à jour » de l'ANC sera onéreuse. Le coût en était estimé par ses responsables à environ 80 millions de dollars. Aussi Nelson Mandela — qui a longuement raconté à Lusaka les représentations des Etats du Commonwealth pour inviter le premier ministre malaisien, ainsi qu'une délégation de neuf membres du Congrès américain (il a reçu entre deux portes le ministre irlandais des affaires étrangères agissant en tant que porte-parole de la Communauté européenne) a profité de l'occasion pour inviter la communauté internationale à aider — « en capital et en ressources » le mouvement nationaliste à faire front à ces échéances.

Pas davantage de concessions

Si empressé soit-il de rencontrer M. De Klerk, l'ANC a répété que cette simple prise de contact ne pourrait déboucher sur des discussions préliminaires aux véritables négociations que lorsque le gouvernement sud-africain aurait satisfait aux préconditions qu'il a posées, à savoir notamment la levée complète de l'état d'urgence et la libération de tous les détenus politiques. A cet égard, dans son communiqué, le mouvement nationaliste salue « la grève de la faim héroïque » que 343 prisonniers incarcérés à Robben-Island, face au Cap, ont entamée depuis le début de la semaine. « Il ne faut pas attendre de nous que nous fassions davantage de concessions », a averti Nelson Mandela lors d'une conférence de presse. « Il est clair, a-t-il même ajouté, que le gouvernement n'est pas prêt à nous rencontrer ».

En tout cas, l'ANC s'est employé à dissuader tous les visiteurs non africains qui ont fait le voyage de Lusaka pour rencontrer Nelson Mandela de baisser la garde à l'égard du régime de Pretoria qui, selon lui, n'a pas encore franchi le Rubicon. M. Joë Slove, le secrétaire général du Parti communiste sud-africain, a évoqué la possibilité de renforcer les sanctions économiques si les choses restent en l'état. A la délégation américaine il a été demandé d'user de son influence pour faire annuler la visite en Afrique du Sud de M. Dan Quayle, le vice-président américain, et de forcer le Fonds monétaire international à refuser à l'Afrique du Sud un prêt de 250 millions de dollars.

De son côté, M. Chris Hani, le responsable de la branche armée du mouvement nationaliste, a précisé qu'à ses yeux la fin du « combat » était liée à la conclusion d'un accord de cessez-le-feu en bonne et due forme avec le gouvernement. Paroles en l'air,

car jusqu'à preuve du contraire, la lutte armée n'a jamais eu de véritable consistance en Afrique du Sud si ce n'est quelques campagnes d'attentats.

Pour sa part, M. De Klerk, souligné, lors d'un récent entretien télévisé, qu'il souhaitait mettre un terme au « two men show », c'est-à-dire ses face-à-face avec Nelson Mandela et étendre le champ des discussions à venir à « toutes les forces représentatives du pays ». Cette perspective ne manque pas d'inquiéter certains responsables de l'ANC qui craignent de voir ce mouvement de libération, fer de lance de la lutte contre l'apartheid, se diluer en une banale organisation politique appelée à siéger à la table de négociations aux côtés d'autres organisations du même genre.

De moins les parties en présence reconnaissent-elles toujours d'hui la nécessité de barrer le fer quand il est chaud, d'engager de manière irréversible le processus qui doit conduire à la création d'une « nouvelle Afrique du Sud » afin de prendre de vitesse les « radicaux » de tout poil adeptes de la manière forte.

JACQUES DE BARRIN

NIGER

Important remaniement ministériel

Le président du Niger, le général Ali Saïbou, a procédé, vendredi 2 mars, à un large remaniement ministériel, le second en deux mois. Un nouveau premier ministre, M. Aliou Mahamoudou, un cadre quinquagénaire qui dirigeait la Société nigérienne de cimenterie, a été nommé.

Autre fait notable, les ministres de l'intérieur et de l'enseignement supérieur quitteront le gouvernement. Une conséquence des affrontements entre policiers et étudiants qui, il y a trois semaines, avaient fait officiellement trois morts et une dizaine selon les manifestants. La nouvelle équipe est plus nombreuse que la précédente (26 membres au lieu de 23).

Le lieutenant-colonel Tanja Mamadou remplace M. Amadou Madougou à l'intérieur. M. Hamidou Sidou abandonne l'enseignement supérieur à M. Aboubakar Adamou. M. Daga Mamadou quitte l'éducation nationale pour la fonction publique en remplacement de M. Khamad Abdoulaye, qui s'était en poste que depuis deux mois. Le nouveau gouvernement compte sept militaires et dix-huit civils, contre six militaires et seize civils dans le précédent. — (AFP)

AMÉRIQUES

NICARAGUA : alors que certains se livrent à la violence

Les sandinistes restent partagés devant les conséquences de leur défaite

Près d'une semaine après les élections du 25 février et alors que les résultats définitifs ne sont pas encore connus, les autorités sandinistes continuent d'avoir quelques difficultés à admettre leur défaite, même si le président Daniel Ortega multiplie les déclarations conciliantes.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

La composition définitive de l'Assemblée nationale n'avait toujours pas été annoncée samedi 3 mars. « Ces résultats nous inquiètent au plus haut point », affirme M. Hernando Zúñiga, conseiller juridique de l'Union nationale d'opposition (UNO), qui a remporté les élections ; il dénonce « la manipulation grossière des résultats au profit du FSLN (Front sandiniste de libération nationale) ». L'UNO soupçonne le parti actuellement au pouvoir de faire des pressions sur les conseils régionaux électoraux pour modifier les résultats transmis par les bureaux de vote avant de les remettre au Conseil suprême électoral chargé d'annoncer les chiffres définitifs.

Les premières projections établies par ces organismes accordaient cinquante-deux sièges à l'UNO et trente-huit au FSLN. Selon l'un des principaux dirigeants sandinistes, le commandant Bayardo Arce, l'ancienne opposition pourrait à avoir finalement que quarante-neuf ou cinquante sièges sur quatre-vingt-dix. Cela lui donnerait toujours la majorité absolue, mais l'éloignerait de la majorité qualifiée (60 % des sièges, soit 54 députés) nécessaire pour modifier la Constitution que les sandinistes s'étaient taillées sur mesure en 1987 et que l'UNO souhaite réviser en profondeur.

Selon M. Zúñiga, certains dirigeants sandinistes chercheraient tout simplement à protéger des intérêts personnels en exerçant des pressions sur les autorités électorales. Il cite le cas de M. Rogelio Ramirez, frère de l'actuel vice-président de la République, qui figurait en bonne position sur la liste des quarante candidats du FSLN pour la région de Granada, troisième ville du pays. Dans l'hypothèse d'une victoire sandiniste aux élections — la seule retenue par le FSLN, qui n'avait jamais voulu envisager la possibilité d'une défaite — M. Ramirez était assuré de conserver le siège qu'il détenait depuis 1984.

Avec à peine 38,2 % des suffrages pour le FSLN contre 58,3 % pour l'UNO dans le département de Granada, selon les derniers chiffres officiels, « il devrait avoir perdu son siège », affirme M. Zúñiga, mais il fait des pieds et des mains pour obtenir l'annulation de bulletins qui nous sont favorables et tenter ainsi de récupérer son siège ». Simultanément, selon le conseiller de l'UNO, la campagne d'intimidation menée par certains sandinistes des régions du pays pour tenter de faire comprendre aux électeurs de l'UNO qu'ils « se sont trompés en votant en faveur de la coalition pro-yankee ». La presse sandiniste ne cesse de prétendre que beaucoup d'électeurs ont été « achetés » et

que certains se sont « repentis » depuis. Un cabinet d'avocats a même annoncé qu'il avait l'intention de demander l'annulation des « nombreux votes » faits dans ces conditions.

Cette offensive s'accompagne parfois de violences contre ceux qui ont appuyé l'UNO. On continue de signaler des distributions d'armes légères aux organisateurs des turbas, groupes fanatisés qui sèment la terreur dans certains quartiers. Ces incidents, qui ont provoqué quelques morts des deux côtés, ont incité la Conférence épiscopale à lancer un appel au calme à « ceux qui ne sont pas satisfaits des résultats électoraux ».

L'attitude agressive de certains sandinistes contraste avec le discours conciliant du président Daniel Ortega. Depuis qu'il a reconnu sa défaite, lundi 4 mars, M. Ortega s'est adressé à la plupart des secteurs sociaux pour les inviter à défendre les « conquêtes de la révolution » dans le respect de la démocratie. Il a répondu sans ambiguïté à ceux qui cherchent à disqualifier les résultats : « Les peuples ne se rendent pas, mais ils peuvent se tromper, quitte à rectifier leurs erreurs par la suite. » Il a donc demandé à ses partisans de poursuivre la lutte dans l'opposition en prévision des élections de 1996.

Dans les milieux sandinistes on explique les violences actuelles par les désaccords survenus entre les neuf commandants de la direction nationale du FSLN, principale source du pouvoir au Nicaragua. Alors que la plupart des commandants se seraient finalement ralliés à la position du président Ortega, le commandant Tomas Borge, qui représente la ligne capitaliste, resterait opposé à la reconnaissance de la victoire de l'UNO et surtout au transfert, à partir du 25 avril, de tous les pouvoirs au nouveau gouvernement ; y compris le contrôle de l'armée et le ministère de l'Intérieur.

« La Lune et le Soleil »

A la tête de ce ministère et de la redoutable sécurité de l'Etat, le commandant Borge dispose de moyens importants et peut créer des désordres à l'échelle nationale. A la différence de ses collègues de la direction nationale, qui sont des pragmatiques, il défend un marxisme-léninisme pur et dur, peu disposé aux compromis. Pendant la campagne électorale, il n'avait pas hésité à dire : « L'UNO a encore moins de chance de gagner que la Lune de tomber ou le Soleil de s'éteindre ». Il s'est lourdement trompé, de la même manière qu'il se fourvoyait en croyant, comme on peut le lire depuis dix ans à l'entrée de ses bureaux, que « le ministère de l'Intérieur est la sentinelle de l'Allégeance du peuple ».

De source sandiniste, on indique cependant que le commandant Borge est désormais « très isolé » et aurait perdu le contrôle sur la plupart des troupes du ministère de l'Intérieur. Le fondateur du Front sandiniste serait même, dit-on, « sur le point de donner sa démission et de se retirer à Cuba où il se consacrerait à l'écriture ».

BERTRAND DE LA GRANGE

REVENUS 1989
CALCULEZ VOS IMPOTS

Le Monde

CREDIT AGRICOLE
D'ILE-DE-FRANCEsur minitel
36.17 code IMP

Le bon plaisir
de Bernard Frank

Un double album d'entretiens radio-phoniques avec Colette Fellous. Un tirage limité.

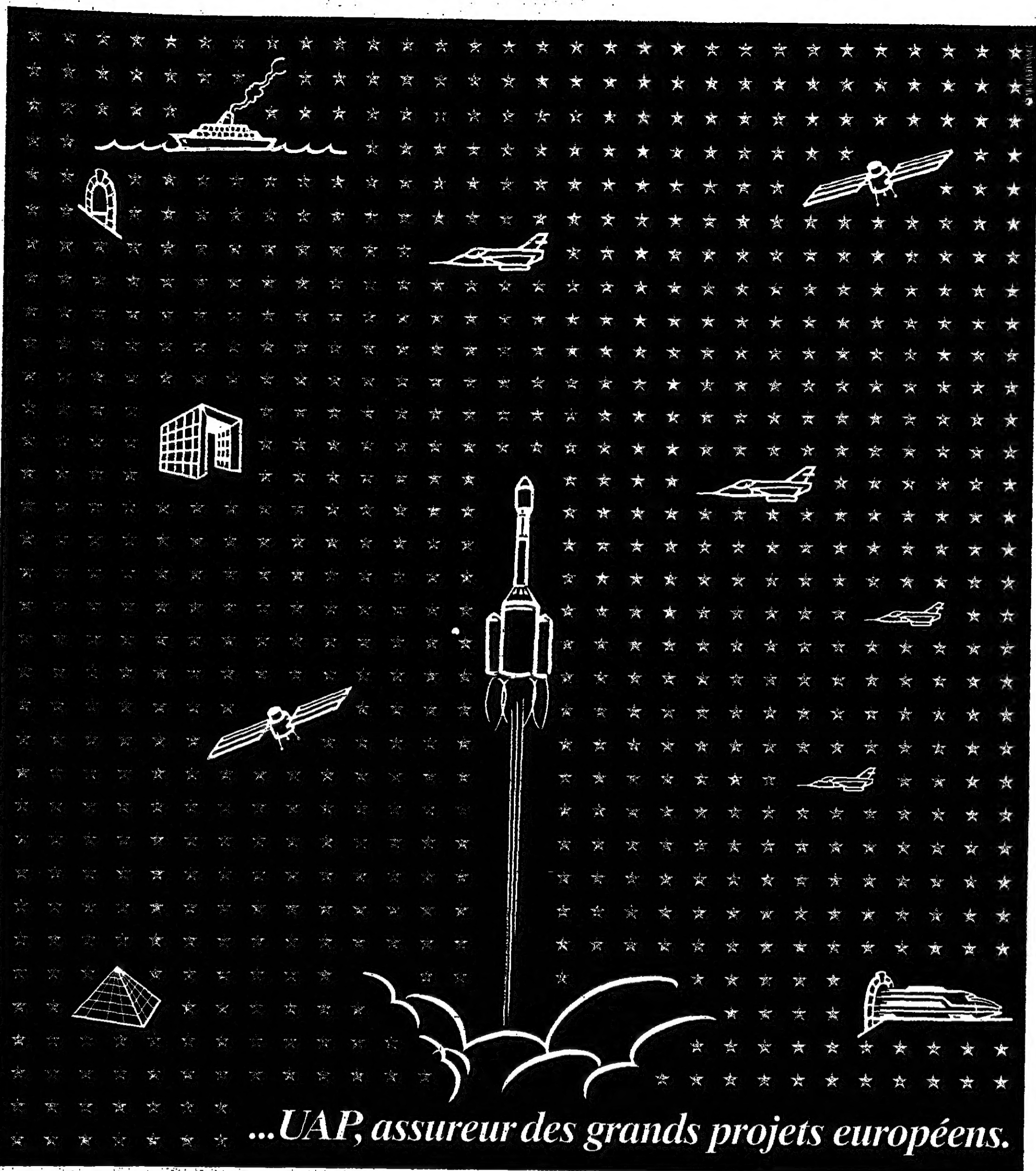
Une exclusivité Fnac.

fnac

صلى الله عليه وسلم

AFRIQUES

restent partagés
de leur déla



...UAP, assureur des grands projets européens.

Les chiffres clés de l'UAP

| Données consolidées (en millions de francs) | 1987 | 1988 | 1989(e) |
|--|---------|------------|------------------|
| Chiffre d'affaires | 50.525 | 55.633 | 64.000 |
| Résultat net (part du Groupe) | 2.550 | 2.852 | 3.300 à 3.400 |
| Résultat net par action (en francs) | 37,95 | 42,44 | 49,1 à 50,6 |
| Valeur des actifs gérés (e) | 165.567 | 202.881 | 220.000 |
| Cours de l'action (c) (en francs) | h b | 437 188 | 350 205 |
| | | | 726 315 |

(e) : chiffres estimés, (c) : cours en données ajustées, h : le plus haut, b : le plus bas.

Sa compétence dans tous les domaines de l'assurance fait naturellement de l'UAP l'assureur des grands projets européens.

La fusée Ariane, l'Arche de la Défense, le Tunnel sous la Manche, Eurodisneyland, l'avion Rafale ou encore les satellites de télécommunications, c'est le travail de milliers d'ingénieurs, de techniciens et d'entrepreneurs, ce sont aussi des matériels et des équipements de très haute technologie qui sont assurés par l'UAP. L'UAP est aujourd'hui, l'assureur européen de référence. Pour se donner les moyens de poursuivre son développement national et international, l'UAP augmente son capital. Associez-vous à cette opération.

UAP
N°1 OBLIGE.

EUROPE

ROUMANIE

Le président du tribunal
qui a condamné les Ceausescu
s'est donné la mort

Le président du tribunal militaire qui a condamné à mort les Ceausescu, le général Georgica Popa, s'est suicidé lors d'une période de « dépression psychique grave », a déclaré vendredi 2 mars à la presse le ministre roumain de la justice, M. Theofil Pop.

Le général Popa s'est tiré une balle dans la tête jeudi après-midi dans son bureau du ministère de la justice, après avoir laissé une lettre à sa femme lui demandant pardon pour son geste, mais sans en expliquer les raisons, a précisé le ministre, qui ne croit pas à un motif lié à ses activités professionnelles. « Nous avons découvert qu'il avait déjà eu une dépression liée à des problèmes familiaux il y a dix ans », a-t-il ajouté.

Le général Popa, cinquante-sept ans, était président du tribunal militaire de Bucarest depuis 1987 et il avait « prononcé plusieurs fois la peine capitale » avant de juger les époux Ceausescu le 25 décembre dernier, a encore dit le ministre. Ce dernier a confirmé que la voix entendue sur les enregistrements, partiellement diffusés, du procès était bien celle du général.

Quelques heures après la révélation de ce suicide, vendredi 3 mars, le procès-verbal du jugement a été rendu public, ainsi que la composition complète du tribunal, jusqu'alors « tenue secrète pour des raisons de sécurité ». Le vice-président était le colonel Ioan Nestor (promu quelques jours après le procès) en même temps que le colonel Popa, président, les assesseurs populaires étaient le capitaine Cornel Sorecu, le lieutenant-major Daniel Condrea et le lieutenant Ion Zamfir. Le procureur militaire était le commandant Dan Voinea, et le greffier l'adjudant-major Jan Tanasa.

Le jugement, qui porte le numéro 1 et la date du 25 décembre 1989, indique que le tribunal « s'est réuni en séance publique », dans la garnison de Targoviste (80 kilomètres au nord-ouest de Bucarest). Les inculpés étaient « assistés » par les avocats commis d'office Nicolae Teodorescu et Constantin Lucescu, du barreau de Bucarest.

Selon le procès-verbal, le procureur a fait valoir que les faits reprochés (génocide, détournement du pouvoir d'Etat, actes de subversion, etc.) « sont suffisamment notoire pour ne pas

avoir besoin d'être prouvés ou démontrés » et permettant « de conclure que les accusés ont commis les faits reprochés ». Quant à M. Teodorescu, il « a affirmé que les actes et les preuves (...) sont incontestables et que les faits ont été commis dans leur totalité », concluant que si le tribunal prononçait la peine de mort demandée, « ce serait juste et correspondant à la gravité des faits commis ».

Un procès
à Timisoara

A Timisoara, d'autre part, le procès de hauts responsables de la Securitate et de la milice s'est ouvert vendredi devant un tribunal militaire spécial chargé d'établir leur responsabilité dans la répression des manifestations de décembre. Accusés de « complicité de génocide », ces fidèles de Ceausescu ont fait tirer sur la foule, fait disparaître des cadavres et des documents compromettants, et procédé à des interrogatoires « brutaux » de prisonniers, selon le procureur, le colonel Vasile Cosma.

Parmi les accusés, le crâne rasé, tenue rayée de bagnard, le général de la Securitate Emil Macri, chef du contre-espionnage, fait aujourd'hui figure de principal accusé au côté de onze colonels, après la mort (dont un par suicide) des généraux Constantin Nunta et Mircea Velicu, directement chargés de la répression. Le bilan de celle-ci, avancé vendredi par le président du tribunal, le colonel Cornel Badou, est de 98 morts, 300 blessés et 23 disparus.

Le procès, qui devrait durer plus d'un mois, se déroule dans la salle des fêtes de la Maison de la jeunesse de Timisoara, gardée pour l'occasion par une dizaine de chars légers, une centaine de soldats et des troupes posées sur les toits. Les quelque 500 places sont loin d'être toutes occupées, alors que nombreux sont ceux qui auraient souhaité pouvoir assister aux audiences.

L'accusation a insisté sur le rôle du général Macri et du colonel de la police Nicolae Chircoiu dans le « vol » de 40 cadavres à la morgue de l'hôpital de Timisoara, afin de « faire disparaître les traces du génocide ». Ces cadavres avaient été transportés secrètement dans un camion réfrigéré jusqu'au crématorium de Bucarest et les cendres ensuite dispersées dans un canal (AFP).

La « Pravda »
et les réformateurs radicaux

Suite de la première page

L'historien M. Youri Afanassiev qui est, avec M. Eltsine, l'un des deux co-présidents du groupe inter-régional des députés, est un des piliers de cette tendance qui constitue, à cette date, la tentative la plus sérieuse de fédération de l'opposition réformatrice.

Pour l'instant, cette opposition agit à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du parti, mais c'est publiquement qu'elle affirme, dans le même temps, son intention de jeter les bases d'une nouvelle organisation si elle n'arrivait pas à faire triompher ses thèses devant le Congrès. C'est-à-dire au début de l'été. En ce sens, ce n'est pas seulement une contribution aux débats internes du parti qui vient de publier la Pravda. C'est aussi la première déclaration publique d'une force qui pourrait être, demain, à l'origine d'un des futurs nouveaux partis politiques d'Union soviétique.

En présentant leur texte dans les colonnes de l'organe du comité central, les organisateurs de la « plate-forme démocratique » expliquent d'ailleurs qu'ils se « distinguent radicalement » du projet présenté par M. Gorbachev, car le parti ne doit plus être un « parti d'avant-garde » mais un « parti parlementaire » comme les autres.

D'un modèle
à l'autre

Pour eux, la responsabilité essentielle de l'approfondissement de la crise « revient au parti dirigeant ». Non pas à tel ou tel dirigeant.

HONGRIE

Le premier ministre
révèle qu'un coup d'Etat
a été fomenté en 1989

Le premier ministre hongrois, M. Miklós Németh, a affirmé, vendredi 2 mars au Parlement, que d'anciens hauts responsables du Parti communiste hongrois (FSZH) avaient projeté de renverser son gouvernement l'an dernier, avec l'appui de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie.

M. Németh a déclaré au Parlement avoir reçu une lettre anonyme en novembre dernier l'informant que pour certains responsables régionaux du Parti un coup de force militaire était le seul moyen de porter un coup d'arrêt aux réformes. Selon cette lettre, dont les révélations, a-t-il dit, ont été authentifiées, des dirigeants du Parti et d'entreprises d'Etat voulaient déclencher des troubles sociaux en perturbant l'alimentation en eau et en électricité dans tout le pays.

« Après cela, ils arrêteraient les dirigeants du gouvernement. Ils comptent sur l'aide militaire de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie voisines », affirmait la lettre. — (Reuters)

geant, mais au parti en tant que tel atteint d'une « crise idéologique, politique, organisationnelle et morale ».

Il faut donc, estiment les oppositionnels, « fondamentalement réviser » plusieurs « représentations dogmatiques » portant, notamment, sur la « mission historique de la classe ouvrière », la « possibilité d'un pouvoir populaire sous pluralisme politique » et la « primauté des intérêts collectifs sur ceux de l'individu ». Dans le domaine politique, poursuivent-ils, les racines du mal remontent à « l'établissement d'un système autoritaire de pouvoir dans le pays (et à) la transformation du PCUS en moyen de ce système monopolisant la propriété, le pouvoir, l'idéologie ».

« Il y a longtemps que (ce) PCUS n'est plus un parti politique », poursuivent-ils, « et si certains de ses couches progressistes ont lancé la Perestroïka, il ne peut pas (...) mener, dans son état actuel, les pro-

cessus de restructuration à leur aboutissement logique ». Il faut en conséquence qu'il abandonne non seulement un monopole politique qui « conduit à sa dégradation et sa perte d'influence ». Mais aussi le principe de centralisme démocratique et celui, surtout, de la « partition de toutes les fonctions dirigeantes » de l'Etat.

En une phrase, l'objectif est de « passer d'un modèle de parti totalitaire à un modèle démocratique de parti parlementaire agissant dans le cadre d'un système pluraliste ». Pour les lecteurs des milliers de journaux et bulletins d'opposition qui ont fleuri ces derniers mois, pour les habitués des réunions politiques informelles et pour ceux aussi des Soviétiques qui savent lire entre les lignes la plate-forme que M. Gorbachev a fait adopter par le comité central, l'idée relève déjà presque de l'évi-

dent. Ces Soviétiques là représentent pourtant une minorité de gens, précieux, à l'influence chaque jour plus grande, mais peu nombreux — quelques centaines de milliers de personnes, deux millions au maximum, selon une récente estimation des Izvestia.

Là au contraire, c'est toute l'URSS qui à l'occasion de lire, noir sur blanc, des propos tout simplement inimaginables il y a encore très peu de temps. C'est d'un plaidoyer pour la démocratie parlementaire qu'il s'agit et en lui donnant sa caution, la Pravda légitime ce point de vue.

Nette depuis que M. Gorbachev a contraint l'appareil à accepter l'abandon du monopole politique du parti et le passage à un régime présidentiel, cette évolution a virtuellement des conséquences d'autant plus grandes que ces thèses sont maintenant développées, devant tout le pays, par des oppositionnels. Contrairement à M. Gorbachev, ils peuvent, eux, s'exprimer explicitement et parve-

rejoignant ainsi l'idée de plus en plus répandue selon laquelle, comme dans les pays d'Europe centrale, le prochain congrès du parti sera, en fait, son dernier. Car l'avantage de l'introduction de ce droit de tendances dans un parti autrefois monolithique n'est pas seulement d'organiser ce qui se serait de toute manière imposé, il est aussi de forcer les uns et les autres à formuler leurs idées et leurs propositions.

L'élection des délégués au congrès pourra ainsi se faire sur des bases claires. Compte pourra être réellement fait des forces respectives des conservateurs et des réformateurs. Des alliances s'imposeront entre courants les plus proches — et notamment, entre M. Gorbachev et son opposition radicale qui dit à haute voix ce qu'il murmure et fait sans le dire.

Au bout du compte, la liberté fera apparaître qu'il y a au moins deux grands partis dans le Parti communiste soviétique et que la logique voudrait qu'ils se séparent pour jouer chacun leur carte.

« Notre société, écrivait cette semaine dans les Izvestia M. Chevtsova, une historienne spécialiste dans les problèmes de l'Europe centrale, n'a pas, ou du moins pas encore, une seule force d'opposition capable de devenir un facteur (politique) dominant. C'est pourquoi notre sort ultérieur dépend dans une très large mesure des processus à l'œuvre au sein du PCUS (...). La création de deux partis permettrait, poursuivrait-elle, de créer dans notre société ce système de contre-poids qui lui est nécessaire (et cela) sur la base du socialisme ».

En tout état de cause, conclut M. Chevtsova, « la délimitation (des courants) au sein du parti soviétique est de toute façon inévitable — au cours du congrès ou tout de suite après. Il est seulement important que ce processus ne nous prenne pas au dépourvu ».

Dirigée comme les Izvestia par un proche de M. Gorbachev, la Pravda vient d'y veiller.

BERNARD GUETTA

o URSS : M. Grigorians empêche de se rendre en France. — Le dissident soviétique Sergueï Grigorians, journaliste indépendant, a été empêché par les autorités de son pays de venir en France pour participer, au début de la semaine, au colloque de l'UNESCO sur la presse dans les pays de l'Est. M. Grigorians a indiqué que, après lui avoir laissé entendre qu'il pourrait partir, on a finalement refusé de lui remettre son passeport.

L'éclatement
du PCUS

« Les courants et fractions apparus lors de la [première] étape peuvent devenir la base de [nouveaux] partis politiques (...) », écrivait ensuite les oppositionnels qui



ASIE

Pékin proteste auprès de Paris contre un projet
de radio dissidente installée sur un bateau françaisPEKIN
de notre correspondant

Deux mois après l'abandon par Paris du projet de vente de fréquences à Taiwan, on a reparlé de bateau entre la France et la Chine. L'ambassadeur de France à Pékin a été convoqué samedi 3 mars au minis-

tère des affaires étrangères pour la deuxième fois depuis le début de l'année. Il s'y est vu notifier une protestation contre l'intention d'opposants chinois d'affréter un bateau qui, depuis la mer de Chine méridionale, émettrait en direction du continent, à l'occasion du premier anniversaire du Printemps de Pékin.

VIETNAM

La mort du prince Buu Loc

Le prince Nguyen Phuoc Buu Loc est mort à Paris le 27 février dernier à l'âge de soixante-seize ans (le Monde du 3 mars).

Descendant de l'empereur Gia Long et cousin de Bao Dai, docteur en sciences économiques et politiques, il dirigea la délégation vietnamienne lors des négociations qui aboutirent aux accords du 9 mars 1949 par lesquels la France reconnaissait l'unité et l'indépendance du Vietnam dans le cadre de l'Union française. Buu Loc était haut-commissaire du Vietnam en France quand, en octobre 1953, le souverain vietnamien le rappela pour organiser un congrès de toutes les

tendances politiques du pays afin de faire face aux ambitions des frères Diem.

Buu Loc, qui avait réussi à modérer les ardeurs nationalistes des congressistes qui réclamaient l'indépendance totale, fut nommé chef du gouvernement en janvier 1954 en remplacement de Nguyen Van Tam. Nationaliste convaincu, il tenta de s'opposer à la partition du Vietnam et négocia avec Paris les traités d'indépendance et d'association par lesquels le 6 juin 1954, en pleine conférence de Genève, les Français reconnurent de Genève. Dès son retour à Saigon, quelques jours plus tard, sa mission accomplie, Bao Dai le remplaça par Ngo Dinh Diem.

P. de B.

La Chine voit dans cette initiative de la Fédération pour la démocratie en Chine (FDC), organisation de « criminels recherchés par la police chinoise » une « ingérence » française « risquant d'affecter le processus d'amélioration des relations bilatérales ».

M. Charles Malo avait reçu en 1989 quinze protestations chinoises contre l'asile donné aux dissidents fuyant la répression. La semaine, mardi dernier, mettait en garde la France contre une condamnation de la Chine à la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Entretemps, Paris avait levé, pour ne pas se couper de Pékin, certaines sanctions économiques à l'encontre du continent.

FRANÇOIS DERON

[Ce bateau, la Déesse de la démocratie, doit commencer à émettre sur les ondes chinoises à partir de la fin du mois d'avril. Ce projet est organisé par la FDC en association avec Actual et quinze journaux de monde entier.]

DEMON NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUESUn transfuge soviétique affirme que c'est bien
le KGB qui a tenté d'assassiner le pape en 1981

Après un silence de dix ans, depuis sa fuite d'URSS, un ancien haut responsable soviétique du KGB, M. Viktor Ivanovitch Cheimov, est apparu au grand jour, vendredi 2 mars, à Washington, fournissant notamment des détails sur la tentative d'assassinat du pape Jean-Paul II, organisée selon lui par le KGB.

M. Cheimov, dans une conférence de presse, a affirmé que c'était bien le KGB qui avait tenté d'assassiner le pape Jean-Paul II à Rome en mai 1981. Il a précisé avoir été informé en 1979 alors qu'il se trouvait à Varsovie. Un ordre reçu de Moscou, a-t-il indiqué, demandait que l'on « obtienne le maximum d'informations sur les moyens de s'approcher physiquement du pape ». « Cela signifiait qu'ils voulaient l'assassiner », a-t-il ajouté.

L'ordre recommandait l'utilisation de ressortissants étrangers impossibles à lier aux services d'espionnage de l'URSS. L'agent soviétique s'est refusé à entrer dans les détails de la ten-

tative, et au cours de la conférence de presse il a généralement éludé les questions trop précises, évoquant la sécurité nationale des Etats-Unis.

M. Cheimov a cependant mentionné d'autres tentatives d'assassinats, portant notamment sur le danseur Rudolf Nouriev, qui avait fui l'URSS lors d'une tournée à Paris en 1961. Un câble à ce sujet, dont il avait eut connaissance, envisageait la possibilité de faire briser les jambes du danseur, a-t-il affirmé.

Il a également parlé d'une tentative contre un autre transfuge du KGB, M. Youri Nosenko, réfugié aux Etats-Unis en 1964. M. Nosenko était censé mourir empoisonné par une minuscule aiguille plantée dans le siège de sa voiture. Pour des raisons qu'il a déclaré ignorer, la tentative avait échoué. Soulignant qu'il ne s'agissait que de rumeurs, M. Cheimov a ajouté qu'une autre tentative contre M. Nosenko devait avoir lieu à Paris, et il a précisé que le meurtrier en puissance était un com-

missaire de police parisien.

Selon M. Cheimov, les églises orthodoxes à l'étranger sont également largement utilisées par le KGB, notamment en Israël, bien que dans ce cas l'infiltration soviétique au sein du Mossad (services secrets d'Israël) soit « très mauvaise », a poursuivi l'ancien agent soviétique.

Dans le cas de la France, en revanche, M. Cheimov a indiqué que les Soviétiques « n'avaient pas grande considération pour le système de codes » de services secrets français. Il a ajouté ne pas être au courant d'une infiltration spécifique de ces services.

M. Cheimov a d'autre part révélé que pendant la période où il travaillait encore pour le KGB, les Soviétiques disposaient de « deux sources de renseignements » au sein du département d'Etat et que ces « taupes » supposées fournissaient des renseignements sur les orientations de la politique étrangère des Etats-Unis. — (AFP)

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330CEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

سكنا من الاصل

SOCIÉTÉ

La polémique sur l'informatisation des «données sensibles»

Le monde politique est divisé et plusieurs associations ont décidé d'introduire des recours devant le Conseil d'Etat

Les arguments de la CNIL

Après le tollé suscité par la publication au *Journal officiel* de deux décrets autorisant la police et la justice à stocker des données sensibles — appartenance politique, origine raciale, opinions philosophiques ou religieuses (le *Monde* du 3 mars) — la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a annoncé qu'elle réunirait, lundi 5 mars à 15 heures, une conférence de presse au siège de la commission de Paris.

D'ores et déjà, la CNIL, qui a approuvé ces décrets, explique qu'elle a agi dans un souci de transparence et a voulu introduire, pour la première fois, des garanties dans la constitution de fichiers restés jusqu'à présent dans l'ombre. Il ne s'agit, en aucune façon, pour la CNIL, de mettre en place un fichage systématique de la population.

Si le monde politique est divisé sur la question, les organisations syndicales, les mouvements de défense des droits de l'homme protestent avec vigueur et certains ont décidé d'introduire des recours devant le Conseil d'Etat pour demander l'annulation de textes jugés contraires aux libertés.

Dans le texte qu'elle a adressé au *Monde*, la CNIL expose la démarche qu'elle a adoptée dans l'examen des dossiers présentés soit par les autorités de police, soit par les juridictions.

En ce qui concerne les fichiers de police, la CNIL a incité le gouvernement à jouer la transparence : ainsi a-t-elle écarté l'application de l'article 20 de la loi du 6 janvier 1978 pour le fichier des renseignements généraux et le fichier central du terrorisme. Cet article autorise le gouvernement à ne pas publier les actes réglementaires créant certains traitements intéressant la sécurité de l'Etat, la défense et la sécurité publique. Dans ce dernier cas, la loi ne contient d'une publication au *Journal officiel* de la liste des décrets créant ces fichiers. Tel a été le cas pour les fichiers de la DST, de la DGSE et de la DPSP (1), pour lesquels un décret du 7 mars 1988, publié au *Journal officiel* du 8 mars suivant, s'est borné à énumérer ces trois fichiers sans plus ample précision sur les personnes concernées, ni sur les informations mises en mémoire, ni sur les conditions d'accès ou de conservation. Cette application de la loi, à l'époque, n'a pas été relevée.

Pour les fichiers des renseignements généraux et du terrorisme, la CNIL n'a pas voulu jouer de cette facilité. Elle a soulevé que toutes les caractéristiques du traitement mis en œuvre soient portées à la connaissance du public. Elle avait d'ailleurs auparavant, dès 1981, rejeté la demande du gouvernement de prendre un décret unique pour une trentaine de fichiers gérés par le ministère de l'intérieur ou le ministère de la défense.

A l'occasion de l'examen des dossiers des renseignements généraux et du terrorisme, elle a apporté des restrictions sur un certain nombre de points : les critères d'inscription sur les deux fichiers ont été pré-

cisés de manière que les inscriptions des personnes ne soient pas étrangères à la mission du fichier et que les informations alors consignées soient pertinentes au regard de la finalité poursuivie : ainsi a-t-elle demandé que ne puissent figurer sur ces fichiers que les personnes ayant apporté un soutien actif à la violence ou les personnes entretenant ou ayant entretenu des relations directes et non fortuites avec celles-ci ; elle a précisé que les informations sensibles de l'article 31 ne pourraient être des «clés d'entrée» dans le fichier ; elle a limité l'accès de ces fichiers à des fonctionnaires habilités à l'interroger, l'habilitation étant personnelle, temporaire et révocable ; elle a enfin prévu une mise à jour de ces fichiers ainsi que des dossiers manuels auxquels ils renvoient, selon une procédure contrôlée par elle.

Juridictions et procédures

Cette procédure a été effectivement mise en place : elle a déjà fonctionné plusieurs fois et a conduit à des suppressions d'informations ou à des destructions de dossiers papier. Pour ces fichiers, la somme des personnes qui y sont inscrites est très inférieure à 1 p 1 000 de la population.

Il n'est donc pas question d'un fichage systématique des personnes vivant en France. Au surplus, des informations «sensibles» ne figurent évidemment pas sur chaque fiche. Ces fichiers ne permettant pas de constituer des fichiers raciaux, politiques, syndicaux. Au contraire, le travail mené avec le ministère de l'intérieur a permis un encadrement de ces applications et a constitué donc un progrès.

Quant aux juridictions, celles-ci ont eu recours à l'information depuis une dizaine d'années pour assurer, par exemple, le suivi des procédures, l'édition des actes de procédure, le contrôle des

détails de l'instruction... Il peut arriver que, en raison de la nature des litiges, des informations relevant de l'article 31 soient alors mentionnées (actions en diffamation, contestations relatives aux droits syndicaux, au droit d'asile...). A ces informations n'ont accès, tant que la procédure est en cours, que les parties, leurs mandataires, les magistrats et les greffiers. La CNIL veille, par ses prescriptions et ses contrôles, au respect des règles de sécurité et de confidentialité.

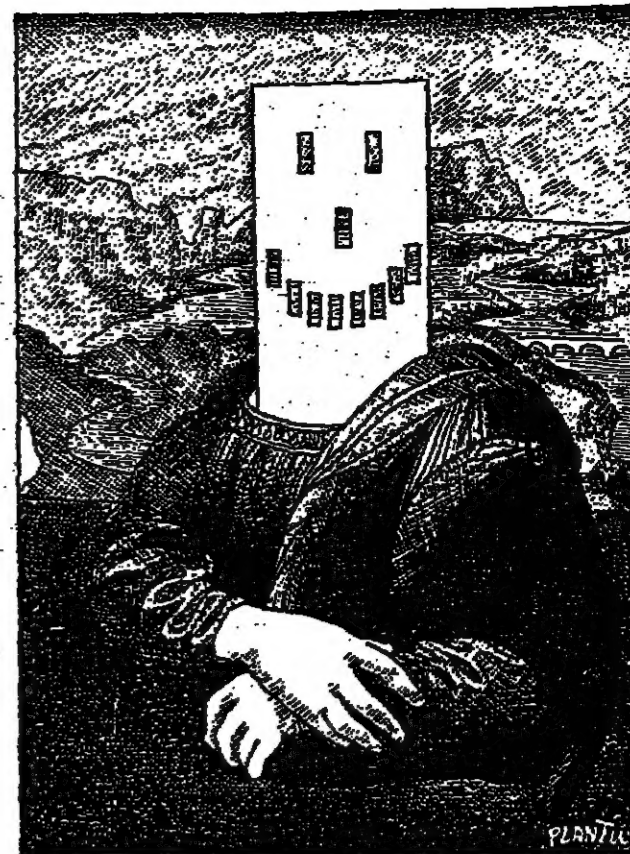
Compte tenu du caractère occasionnel des saisines des juridictions, les fichiers de procédure ne peuvent pas davantage servir de base à un ciblage racial ou politique des Français.

Après avoir posé le principe du recueil de l'accord expresse des intéressés avant la mise en mémoire de ces informations sensibles, la législation a prévu une procédure de dérogation par décret en Conseil d'Etat après avis conforme de la CNIL pour des «motifs d'intérêt public». La sécurité publique et le service de la justice, pour lesquels ces fichiers sont des outils, relèvent de l'intérêt public.

Le procès fait à la CNIL, est dénué de fondement. Contrairement à ce qui a pu se dire ici ou là, la commission n'a pas donné un feu vert au fichage des Français. Les décrets, qui ont soulevé tant d'émotion, ont été au contraire pris à la fin pour donner un cadre à un contrôle nécessaire de certains fichiers et pour informer le public, de manière qu'il puisse faire valoir ses droits en saisissant la Commission des abus ou même des dévies qui pourraient inquiéter. La CNIL ne peut, en effet, faire respecter à elle seule la loi du 6 janvier 1978 : le citoyen doit l'y aider.

LOUISE CADOUX
vice-présidente déléguée
de la Commission nationale
de l'informatique et des libertés.

(1) Direction de protection et de la sécurité civile (défense nationale).



Le monde politique divisé

M^{me} Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée européenne : « Je suis absolument stupéfaite que de telles indications puissent être portées sur des imprimés administratifs, et encore plus que ces données puissent être informatisées. On imagine l'usage qui aurait pu être fait de tels fichiers sous l'Occupation. (...) Il s'agit d'une démarche de caractère raciste qui porte atteinte aux droits de la personne. On pourrait aussi supposer que soient fichés certains handicaps physiques. C'est inadmissible. »

M. Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur, président du groupe RPR du Sénat : « Il faut remonter à Vichy pour retrouver des précédents. Le gouvernement ne peut pas vouloir une chose et son contraire : d'une part, défendre les Droits de l'Homme (il y a un secretariat d'Etat pour cela) et, d'autre part, accepter la mise en fiche d'une partie de la population. Si on ne peut pas soupçonner M. Rocard ou Arpaillange de vouloir utiliser un tel fichier abusivement, on ne sait pas entre les mains de qui il sera demain. On pourra dresser les listes des musulmans, puis des protestants, des catholiques pratiquants, des juifs. On débouche sur un système absolument dérangeant. La lutte contre le terrorisme n'a rien à voir avec le caractère ethnique ou les opinions religieuses ou philosophiques des gens. »

M. Yves Galland, président du Parti radical : « Ce texte est condamnable au plan des libertés. S'il avait été proposé par le gouvernement de Jacques Chirac, l'actuelle majorité aurait parlé de réminiscence fasciste et le président de la République aurait, comme à son habitude, émis des réserves morales fondamentales. Améliorer la sécurité est une priorité nationale. Pour le faire, il y a d'autres moyens que de fichier les Français en fonction de leurs origines ethniques, religieuses ou politiques. »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS : « Le parti socialiste est vivement inquiet et a demandé aux ministres concernés des explications sur l'esprit de leur démarche. Un tel système de fichage généralisé ne peut exister dans un état de droit. Tous ceux qui sont attachés aux libertés individuelles et au respect de l'état de droit expriment leurs inquiétudes. »

M. Claude Cheysson, ancien ministre socialiste des relations extérieures : « Voici donc que par deux décrets il est maintenant autorisé d'enregistrer la race et la religion et l'appartenance politique d'un grand nombre de Français. Cela évoque des souvenirs redoutables. Je voudrais savoir la finalité. On nous dit que c'est destiné à la justice. Y aurait-il des races aggravées, des opinions politiques attentatoires ? Que restait-il de l'inspiration socialiste dans un gouvernement qui systématisait la distinction entre les religions et les races et qui formalise la discrimination ? »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Je ne vois aucun inconvénient à ce qu'une fiche de police me concernant porte que je suis d'origine bretonne, catholique et de droite. »

M. Claude Lefort, membre du comité central du PCF : « Le décret du premier ministre, Michel Rocard, constitue une atteinte extrêmement grave aux libertés individuelles et aux droits de l'homme. Il est particulièrement dangereux pour la démocratie (...) absolument contraire à la Constitution, notamment à la liberté privée. Ce décret a été pris à la sauvette, hors de tout débat au Parlement, lequel est pourtant le seul et unique compétent en matière de libertés individuelles (...). Ensemble, il faut obtenir la seule mesure possible et nécessaire : l'annulation de ce décret. »

Les 440 000 références des RG

Le décret publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars autorise les RG à conserver en leurs fichiers des données «sensibles» sur des secteurs de la population définies de manière tout à fait extensive. Les personnes susceptibles de «porter atteinte à la sécurité de l'Etat ou à la sécurité publique» sont visées en premier ainsi que les citoyens ayant entretenu des relations avec elles. Viennent ensuite les personnes «exerçant une influence sur les situations politiques, économiques ou sociales».

Pour fichier ces données personnelles, il suffit que les RG

estiment que des informations à leur sujet puissent «donner aux représentants du gouvernement les moyens d'apprécier ces situations, de prévoir leur évolution et de prévenir les troubles à l'ordre public».

La collecte des informations d'ordre politique, social et économique correspond aux missions confiées par le législateur aux RG (ordonnance du 16 novembre 1944, modifiée par le décret du 17 novembre 1951 et du 14 mars 1967). Ces textes chargent les RG de la recherche et de la centralisation d'informations d'ordre poli-

tique, social et économique nécessaires à l'information du gouvernement. Autant de missions qui ont permis aux RG de constituer plusieurs types de fichiers.

Selon la CNIL, le fichier automatisé des individus contient ainsi 440 000 références (370 000 fiches sur des personnes jugées importantes sur un plan politique ; 70 000 références relatives au fichier central du terrorisme). En outre, le fichier manuel constitué par les RG sur les individus et les associations comprend quelque 600 000 fiches.

Fantasmes et libertés

Suite de la première page

Cela ne choque pas grand monde quand il s'agit de surveiller telle ou telle mouvance terroriste mais qui exagèrent — au même titre que les écoutes téléphoniques — quand elles touchent à la vie privée, aux opinions aussi personnelles que secrètes consignées avec une exactitude à géométrie variable, faut-il laisser les choses en l'état et priver le myope de ses lunettes ?

Le gouvernement, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) en ont jugé autrement. Pour la justice, la question est relativement simple. Dès lors qu'a été admis le principe de l'informatisation des juridictions — qui est autant dans la logique du temps que celle des banques, des cabinets d'avocats ou... des journaux — il paraît évident qu'au premier stade même de la déclaration d'état civil, des données qualifiées de «sensibles» par le jargon informatique sont stockées.

Lorsque la procédure avance, le juge d'instruction ne pourra éviter de s'interroger et d'interroger, par exemple, la victime d'un attentat sur ses opinions, sa race, sa profession, qui ont pu faire d'elle une cible. Retrouve-t-on l'auteur, les mêmes questions seront posées. Et ces données-là aussi seront recueillies. La loi de 1978 sur l'informatique et les libertés vise à protéger les individus contre les risques que l'informatisation leur fait courir : transparence lors du stockage, accès «aux informations les concernant, sagement des données erronées, des faits amnésies, etc.

En ce qui concerne les données «sensibles», la loi s'est voulue tatillonne et a multiplié

les verrous. Ces verrous manquant jusqu'à présent. Continuer d'informatiser les juridictions sans cadre légal — donc sans contrôle et sans recours — aurait été illégal. C'est le sens du premier décret paru au *Journal officiel* du 4 février.

Un contexte émotif

Les organisations qui ont réuni, vendredi 2 mars, une conférence de presse au siège de SOS-Racisme ne s'y sont pas trompées. Leur émotion, en réalité, a été beaucoup plus vive en ce qui concerne le fichier des renseignements généraux, qui fait l'objet du décret paru au *Journal officiel* du 1^{er} mars.

SOS-Racisme, a expliqué son avocat, M^{me} Dominique Tricaud, entend déposer un recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre ces deux décrets jugés «un petit peu solennels». Le MRAP et la LICRA adoptent la même démarche. Harlem Désir, le président de SOS-Racisme, qui ne veut pas «faire preuve de suspicion à l'égard des gens qui ont mis au point des décrets», estime qu'ils n'offrent pas de garanties suffisantes «contre ceux qui voudraient s'en servir dans des buts attentatoires aux libertés. Quels que soient les avantages prétendus, il y a là trop de danger pour la démocratie». Le Syndicat des magistrats de France, la Ligue des droits de l'homme se sont exprimés dans le même sens, n'hésitant pas à expliquer qu'ils craignent un fichage général de la population.

Les tentatives de justification du ministère de l'intérieur, où l'on estime que le contrôle de ce

qui, jusqu'ici, était inconnu est en progrès, les dénégations de la CNIL, pas plus que les explications techniques ne leur apportent pas d'apaisement dans ce contexte très «émotionnel». La brochure de la Ligue des droits de l'homme, *On vous fiche, ne vous en fichez pas*, publiée... en 1982, remportait, à la conférence de presse, un franc succès.

Car les craintes liées à l'informatique et aux dangers qu'elle peut faire peser sur les libertés sont anciennes. «Le danger n'est pas l'informatique, mais l'usage qu'on en fait», expliquait M^{me} Jean Martin pour la Ligue des droits de l'homme. Comment, estime cet avocat, accepter que la justice et la police fichent les personnes morales, syndicats ou partis politiques ? La fiche cartonnée, manuelle est d'un usage moins commode que le fichier informatique. Quelles précautions a-t-on prises contre l'interconnexion des fichiers, ou pour vérifier leur exactitude ? On sait bien que contrairement à la loi, des condamnations pourtant amnistées continuent, plus longtemps que de raison, à figurer sur les casiers judiciaires que l'on ressort à l'audience à des inculpés incapables de protester parce qu'ils ne connaissent pas la loi.

Liberticide ou candide

Contrairement à certains qui, emportés par un fantasme comode, s'en prennent à la CNIL — organisme qui aurait failli à sa mission et, de protecteur des libertés se serait transformé en liberticide — d'autres, plus finement, s'interrogent sur le moyen de la CNIL. Si ses intentions ne sont pas perverses, ne fait-elle pas preuve de candeur en estimant qu'elle peut contrôler les décisions qu'elle concourt à faire prendre ? Les contrôles «fréquents» déjà effectués — à l'improvise — dans le fichier des

صحنه من العمل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Jugé coupable d'inceste

Jean-Paul Bonnemazon est condamné à quatorze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises du Gers

Accusé d'inceste par sa fille Rachel, vingt-quatre ans (*Le Monde* des 2 et 3 mars), Jean-Paul Bonnemazon, quarante-deux ans, a été condamné, vendredi 2 mars à Auch, à quatorze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises du Gers. L'avocat général avait requis une peine de vingt ans.

La cour du Gers a finalement été plus sévère que celle des Hautes-Pyrénées en 1988, où l'accusé, qui a toujours clamé son innocence en disant « victime d'un complot », avait été condamné à huit ans de prison. Les jurés d'Auch ont toutefois reconnu des circonstances atténuantes à l'accusé.

Jean-Paul Bonnemazon a persisté à l'innocence du verdict dans ce que l'avocat général avait qualifié de « délire bonnemazonien », hurlant avant d'être évacué par les gardes : « Je jure sur la tête de Dieu que je suis innocent ».

« Nous voulons que l'on sache la possibilité, pour les victimes de viol incestueux, de voir leurs droits reconnus », a expliqué le défenseur de Rachel. Un sentiment partagé par M^{me} Martine Brouze, la présidente de l'association « Enfance et partage », qui s'était portée partie civile. « Ce qui compte c'est que la parole de l'enfant soit reconnue ».

ENVIRONNEMENT

Incendies de forêt

Le feu a ravagé 1 500 hectares près de Nice

Près de 1 500 hectares de forêts ou de broussailles ont été ravagés par le feu ces derniers jours dans les Alpes-Maritimes, où, vendredi 2 mars dans l'après-midi, tous les foyers avaient été maîtrisés par les quelque cinq cents pompiers présents dans le département. L'incendie le plus important a ravagé 800 hectares, dont 300 de résineux, à Roquebillière, à 50 kilomètres au nord de Nice.

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, s'est rendu sur place, vendredi en fin de matinée, pour faire le point avec les services de secours. Il a insisté sur la prévention, « élément-clé de la lutte contre les incendies », et s'est félicité que le feu n'ait fait aucune victime. Il a aussi rappelé l'importance de la répression, en déclarant : « Il faut que les justes sévissent et que les criminels soient identifiés ». Un cantonnier de vingt-trois ans a été arrêté. Soupçonné depuis plusieurs mois d'être à l'origine de plusieurs feux de forêt, il a avoué être à l'origine d'un incendie qui a ravagé 40 hectares de broussailles à Lantosque, au nord de Nice.

Menaçait de reprendre ses poursuites

Bruxelles accuse Rome de ne pas lutter contre la pollution du Pô

« Le gouvernement italien s'est engagé auprès de la Commission des Communautés européennes à réduire les concentrations des pesticides qui polluent les eaux du Pô. Il n'a pas dépensé une lire pour tenir cet engagement. La Commission a été rouillée. C'est en ces termes sévères que le commissaire européen à l'environnement de la CEE, M. Carlo Ripa, a exprimé le mécontentement de Bruxelles à l'égard de l'Italie, dans une interview à l'agence Reuters.

« Les populations croient boire de l'eau potable, et il poursuit, alors qu'elles continuent à consommer un liquide dont le niveau de pollution avait été jugé inacceptable il y a dix-huit mois. » La CEE annonce son intention de reprendre les poursuites qu'elle avait engagées contre Rome et qui avaient été suspendues à la suite des promesses italiennes de combattre la pollution du Pô.

POINT DE VUE

Quelles priorités ?

par Frédéric Nguyen

Alors que le premier ministre a annoncé le 22 février (*Le Monde* des 23 et 24 février) qu'il entendait faire de 1991 « l'année de la justice », le syndicat de la magistrature réagit aux propositions de M. Michel Rocard.

FACE à l'accroissement exponentiel des contentieux et à la dégradation des conditions de travail, à la lenteur des procédures et au coût exorbitant des procès, aux inquiétudes des auditeurs de justice sur leur avenir, à la prolifération des juges et des fonctionnaires, à la faiblesse du budget de la justice, aux crises successives de l'administration pénitentiaire, au contrôle de la carrière des juges par le pouvoir exécutif, le premier ministre a donc décidé de faire de la justice « un chantier prioritaire dès 1991 ».

Les mesures qui sont le « gage » de cette volonté sont principalement le recrutement anticipé de cent greffiers (700 emplois ayant été supprimés au cours des trois années précédentes), la création de dix emplois de magistrats pour des postes en détachement, l'augmentation des indemnités de réception des chefs de juridictions et l'extension du para automobile. Comparé à l'effet d'annonce, quelle déception !

Parer

au plus pressé

Au plan budgétaire, le premier ministre s'est même gardé d'annoncer une augmentation du budget de la justice (lequel ne représente que 1,36 % du budget de l'Etat) et de la chiffrer.

Il s'est contenté de parler au plus pressé afin de prévenir une crise pouvant se traduire par des actions syndicales comparées à celles qui ont convulsé les ministères des finances et de la santé. Il a renvoyé pour l'essentiel à 1991, soulant l'action de Pierre Arpailleur pour avoir su franchir une première étape, la seconde étant

sans doute réservée à une autre responsabilité.

Ce faisant, le premier ministre n'a voulu aborder aucun des deux problèmes de société dont l'absence de réponse dévalorise depuis longtemps l'image de la justice dans l'opinion : l'instruction préparatoire ; le rôle et la mission des magistrats dans la société et, partant, la définition de leur statut.

Près de vingt mois après la mise en place de la commission « Justice pénale et droits de l'homme », nous ne savons toujours pas ce que veut le gouvernement en matière de réforme de l'instruction. La loi Badinter du 10 décembre 1988, instituant la collégialité, avait été votée à la quasi-unanimité par le Parlement. Faute d'avoir créé quelques dizaines d'emplois de juge, elle n'a jamais été mise en œuvre. Certains ont aujourd'hui la conviction que la méthode consistant à renvoyer à une commission pour n'avoir pas à résoudre une question difficile a été employée dans ce cas précis.

Le statut des magistrats a été octroyé il y a trente-deux ans par un acte du pouvoir exécutif : l'ordonnance du 22 décembre 1958. Depuis, jamais aucun texte n'a été soumis à l'examen de la représentation nationale sur ce sujet capital pour l'existence d'un Etat démocratique. Pourtant, de l'affaire Gontj à l'affaire Luchaire, en passant par l'amnistie en matière de fausses factures, qui peut nier que l'indépendance des magistrats n'a pas été mise à mal par le pouvoir politique, toutes tendances confondues ?

Pierre Arpailleur, qui ne voulait pas être le ministre de « bouffées de la République », s'était engagé à déposer un projet de loi réformant le statut de la magistrature avant la fin de l'année 1989. Il n'en a rien été. La question cruciale demeure donc : le chef de l'Etat prendra-t-il, devant l'histoire, la responsabilité de laisser, en 1995, la magistrature dans le même état de dépendance et de soumission où il l'avait trouvée en 1981 ?

Frédéric Nguyen, est secrétaire général adjoint du syndicat de la Magistrature et juge d'instruction à Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5209

HORIZONTALEMENT

I. N'aima pas le cuir. Destinée à l'alimentation. — II. Ce qu'il fallait pour mettre du propre dans ses affaires. Qui trouve facilement un emploi. — III. Succès d'être rejeté. Se fait écho. Pour plus de sécurité. — IV. Note. Est en terre ou bien dans l'eau. N'a pas de « vaine ». — V. Trop loin ou trop haut. Rompt le silence. — VI. Va au panier. A les boules. — VII. Privé de tout. Eurent une rapide réaction. — VIII. Avoir une lente action. C'est un début. — IX. Fait des affaires. — X. Apporte une réponse. Coupe la brèche. — XI. Absorbe beaucoup. Se fit battre. Paris à la fin. — XII. A XIII vu naître des XIV philosophes. Lettres de XIV télévisions. N'est pas pour ceux qui font de grandes choses. — XIII. Reste longtemps couché. Conduit maintes personnes à se serrer la ceinture. Une bonne collection de livres. — XIV. Fait de la représentation. Homme fort. — XV. Fit son trou. Source de rayonnements. Tombe de haut.

VERTICALEMENT

1. Ancien combattant. Est réveillé depuis un bon moment. — 2. Fait du travail au noir. S'agit souvent. — 3. Ne s'adresse pas à l'importance qu'il a. N'est pas forcément de la partie. — 4. Ne va pas tarder à partir. Faites par ceux qui sont à côté de la plaque. — 5. Note. Donne du liquide. Pronom. Fut roi. — 6. Moyen d'expression. Fut sans doute responsable de certaines brûlures. Rassemblés grâce à la rafle. — 7. Qui est pleine d'os. Adapté à la construction. — 8. Qui ne donne rien. Arrivé avant les autres. Est facile à battre. — 9. Sans doute. Qui ne risque pas de croquer sous le dent. — 10. Il n'est pas rare qu'il soit dans le parloir. A donné à voir. — 11. Donc plus léger. Fait des

boucles. Tel que le courant ne passe pas. — 12. Ne laisse pas tout passer. Se font rejeter. Pronom. — 13. Source de changements. Note. Se creuse pour combler un vide. — 14. Fait bouger du monde. Est souvent revenu de loin. Feras comme a fait le précédent. — 15. Groupe d'as. Possessif. Ne voit pas droit au but.

Solution du problème n° 5208

Horizontalement

I. Fan-club. — II. Ecoeurées. — III. Fin. Enta. — IV. Menuisier. — V. Art. Noé. — VI. Epées. — VII. Rus. Motte. — VIII. Ida. Crêt. — IX. Evén. — X. Os. Avinée. — XI. Elevé.

Verticalement

1. Fermier. Eau. — 2. Acné. Puits. — 3. Nô. Nô. — 4. Cœur. Etal. — 5. Lu. Item. Eve. — 6. Ures. Soc. — 7. Béni. Urine. — 8. Eté. — 9. Isère. Eau.

GUY BROUTY

Un colloque sur le plurilinguisme

L'Europe en trois langues

Dans la ville italienne d'Aoste, les langues des deux versants des Alpes ont droit de cité. En vertu du statut spécial qui régit cette province autonome depuis 1948, le français et l'italien doivent être placés sur un pied d'égalité dans tous les domaines de la vie publique. C'est donc en un lieu symbolique que vient de se tenir le colloque international sur le bilinguisme.

AOSTE

de notre envoyée spéciale

L'association Le monde bilingue et la présidence du gouvernement autonome qui organisent cette manifestation entendent défendre la cause du plurilinguisme. Mais l'éducation bilingue n'est pas un combat simple et réveille bien des passions.

A l'origine du monde bilingue, une poignée d'anciens résistants, bien décidés à militer en faveur de la paix. Pour que les incompréhensions mutuelles ne donnent plus jamais naissance à des conflits, ils créent en 1951 une association destinée à promouvoir l'apprentissage des langues vivantes. Quarante ans après, ils espèrent encore que leurs idées sortiront des classeurs dans lesquels ils ont dormi jusqu'ici : « A l'approche de 1993 les dirigeants des pays de la Communauté se demandent quelle langue parleront les petits Européens de demain », remarque M. Jean-Marie Bresand, l'un des pères fondateurs du monde bilingue dont il est aujourd'hui le responsable.

Les organisations proposent donc aux gouvernements un projet fondé sur deux grands principes. En plus de leur langue maternelle, les écoliers devraient en apprendre, dès les petites classes, une autre qui ne serait pas uniquement enseignée en tant que telle mais utilisée comme véhicule de différentes disciplines. En outre, une deuxième langue étrangère serait rendue obligatoire à l'entrée dans le second

cycle. Le projet est contenu dans un manifeste voté à l'unanimité par les participants au colloque, linguistes, enseignants, présidents d'université ou représentants de différents ministères. D'autre part, ces principes ont été approuvés par la conférence des présidents d'université en avril 1989.

Un véritable handicap

Ces dispositions entraîneraient à l'école d'être dominés par la langue anglaise qui fait un peu figure de grand méchant loup. « Les langues représentées l'un des moyens les plus sûrs de défense de toutes les cultures nationales et minoritaires », souligne M. Augusto Rollandin, président de la région autonome de la vallée d'Aoste, avant d'ajouter que l'Europe devra « faire face au danger d'un unilinguisme, anglais notamment, qui appauvrirait la diversité, source première de richesse ». Le bilinguisme atteint là sa dimension politique et suscite, en passant, quelques grincements de dents.

Car les lieux où le problème se pose actuellement avec le plus de

vigueur sont ceux où cohabitent deux populations de langues différentes, ou bien deux langues susceptibles d'être parlées par une même population, comme c'est le cas dans la vallée d'Aoste. Le risque d'un affaiblissement « naturel » de l'un des deux idiomes officiels effraie ceux qui plaident la cause des langues minoritaires. « Le bilinguisme institutionnel risque de faire le lit de la domination d'une seule langue, même contre la volonté de ceux qui parlent cette langue devenue unique », affirme M. José Savoye, président de l'université Lille-2.

Certains, déjà, se plaignent que l'Italie ne prenne le pas sur le français dans la Vallée d'Aoste, où les deux langues sont pourtant enseignées à parité dès l'école maternelle depuis quatre ans. Pourtant, les militants du monde bilingue ne désarment pas. Leur propos n'est pas réservé aux seules régions sensibles, mais à l'ensemble de l'Europe où l'unilinguisme pourrait devenir, expliquent-ils, un véritable handicap.

RAPHAËLE RÉROLLE

EN BREF

□ L'explosion de Belfort : une tentative de suicide. — L'explosion qui a fait deux morts et six blessés dans la nuit du jeudi 1^{er} au vendredi 2 mars dans un immeuble H.L.M. de Belfort (*Le Monde* du 3 mars) est due à une tentative de suicide au gaz, selon les enquêteurs. Un habitant de l'immeuble, âgé de trente-neuf ans, a tenté de mettre fin à ses jours en ouvrant la conduite de gaz de sa cuisinière, quelques heures après le départ de sa compagne. À la suite d'une violente dispute, il était en état d'ivresse au moment des faits. Le procureur de la République, M^{me} Maud Vignas, a indiqué lors d'une conférence de presse, en présence du maire de Belfort, M. Jean-Pierre Chevènement, que des

poursuites seraient engagées contre cet habitant, en traitement au centre des grands brûlés de Lyon, dès que sa santé le permettrait.

□ PRÉCISIONS. — À la suite de notre article consacré aux « États d'âme des juifs de France » (*Le Monde* du 23 février), le Centre juif laïque, fondé à l'initiative de M. Jean Ellenstein, nous précise sa « totale indépendance vis-à-vis de toute allégeance religieuse ou partisane et son objectif culturel des traditions humanistes juives ». L'association Liberté et judaïsme (19, rue Lissfranc, Paris) nous signale également qu'elle est la première association laïque et humaniste en France dans la communauté juive.

COMMUNICATION

Le développement de la télévision britannique à l'étranger

Le Danemark, la Suède et la Norvège signent un accord de programmes avec la BBC

COPENHAGUE

de notre correspondant

Les sociétés de télévision nationales des trois royaumes scandinaves (Danemark, Suède et Norvège) ont conclu avec la BBC un accord qu'elles avaient négocié ensemble. Les trois signataires de ce contrat se sont notamment assurés ainsi le droit d'effectuer un choix prioritaire parmi les nouvelles productions de la chaîne britannique.

Pour commencer, elles ont acquis cent heures de projection de programmes, les plus récents de leur partenaire d'outre-Manche (séries, reportages, variétés, etc.).

Le Danemark a été chargé de créer à Copenhague un secrétariat qui coordonnera les relations entre la BBC et les chaînes des trois pays nordiques. « Face à la concurrence que nous rencontrerons aujourd'hui », a expliqué M. Finn Rowold, le signataire de l'accord au nom du Danemark, il nous a paru indispensable d'établir, dans ce domaine qui est le nôtre, des plans à long terme, les plus larges et les plus souples possible, permettant à notre public de bénéficier d'émissions de qualité. »

Dans les capitales nordiques, on considère cet arrangement comme un véritable succès. Les pays « frères », en effet, ont souvent bien des difficultés à collaborer de façon efficace, même dans le secteur purement culturel. Une fois ce

premier pas franchi, il n'est pas exclu qu'ils profitent de cette expérience initiale pour essayer d'économiser ensuite leur propre production télévisée, qui, jusqu'ici, n'a pas toujours été débouchée qu'elle mériterait, à cause de deux obstacles majeurs : celui de la langue (tous les films étrangers sont soigneusement sous-titrés en Scandinavie, alors que les productions scandinaves doivent presque toujours être doublées dans la plupart des pays qui les achètent ; et celui de leur prix très élevé, dû à des coûts de production exorbitants, qui font souvent reculer les chaînes. La BBC, quant à elle, a l'intention de développer de plus en plus à l'étranger. Le 1^{er} mars, M. Michael Checkland, directeur général de la BBC, a indiqué que la chaîne allait créer un service mondial de télévision sur le modèle de son *World service radio*. Dans deux mois, ce nouveau service produira trois heures et demi de programmes par jour. Ces programmes seraient destinés aux chaînes câblées et par satellite mais les chaînes hertziennes d'Europe, des États-Unis et d'Extrême-Orient pourraient aussi les diffuser. Il reste cependant à trouver le mode de financement de ce service mondial de télévision, le gouvernement britannique ayant refusé que les 3,4 millions de livres débouqués pour trois ans aux services mondiaux de la BBC soient affectés à ce pays.

CAMILLE OLSEN

□ Fusion de Visicible Plus et Tonna-Vidéo. — Visicible Plus, filiale de Canal Plus et de Thomson spécialisée dans le câblage d'immeubles ou de petites villes, va fusionner avec Tonna Vidéo, le département spécialisé en vidéocommunication de Tonna Electronique, une société dont Canal Plus et la Générale des Eaux ont pris le contrôle. Le nouvel ensemble, baptisé Tonna Visicible Plus, offrira une gamme étendue de techniques de câblage, en coaxial ou en bifilaire. Canal Plus rationalise ainsi son intervention dans le domaine du câblage, qu'il s'agisse de réseaux urbains ou d'antennes collectives.

Le CSA autorise Antenne Réunion

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a pour la première fois autorisé, vendredi 2 mars, un projet de télévision locale outre-mer. Antenne Réunion émettra dans quelques mois, trois puis cinq heures par jour, dans ce département de l'océan Indien.

Trois dossiers de candidature (TV Run, TVB et Télé Réunion) ayant été jugés « incomplets » par le CSA, deux seulement restaient en lice : Télé Réunion, qui émettait déjà dans l'île sans autorisation, et Antenne Réunion, projet soutenu par des intérêts locaux (les Sucreries de Bourbon) et par la Générale des Eaux. Faute d'un accord entre les deux parties, le CSA a choisi la seconde, qui devrait bénéficier d'un budget de départ de 18 millions de francs.

Parallèlement à cette autorisation, le CSA a lancé vendredi un appel à candidature complémentaire pour une télévision cryptée diffusant sur la même fréquence hertzienne qu'Antenne Réunion, aux heures laissées libres par cette dernière. Cette possibilité avait été évoquée en décembre dernier lors de l'audition d'Antenne Réunion devant le CSA. Les promoteurs de la chaîne avaient envisagé un partage d'antenne avec une chaîne nationale, Canal plus par exemple. Antenne Réunion a précisé vendredi dans un communiqué, que ce partenariat était « déterminant » pour son équilibre financier, elle ne démentirait ses émissions qu'en terme de ce nouvel appel à candidature.

Le Monde
EN BANQUE
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINITELE
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS

EUROPÉENNE
DE DONNÉES

Tel. 01 46 05 41 36

ARTS

Glasgow
capitale
européenne
pour 1990

« Un goût de la tradition conjugué à une grande confiance en soi a permis à cette ville, qui a fait connaître au monde la révolution industrielle, de se voir attribuer cette récompense tant convoitée. » C'est — paradoxe — dans le symbole même de l'ancienne prospérité portuaire de Glasgow, l'hôtel de ville baroque des city chambers, que la reine a signé la réouverture d'une rénovation urbaine récompensée par la culture.

Ce titre de « capitale culturelle de l'Europe pour l'année 1990 » (1) vient de consacrer la renaissance d'une métropole de sept cent mille habitants, dévastée par la crise économique et le chômage. On la disait laide et mourante, et Glasgow a retrouvé la source grâce à son dynamisme artistique.

Comme l'a rappelé le lord-maire Provost, M^{me} Susan Baird, en acceptant, vendredi 2 mars, le « flambeau » des mains de M. Jacques Chirac : « Ce sauvetage n'aurait pas été possible sans le partenariat exemplaire entre le gouvernement central, les autorités locales et le secteur privé, qui a permis d'arrêter les effets du déclin économique de l'après-guerre. » Glasgow — la travailliste — fut en effet renouée en 1987 par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, battant huit autres villes britanniques candidates, dont la grande rivale, Edimbourg, pourtant réputée pour son festival annuel de théâtre.

Sur les bords
de la Clyde

Une nouvelle salle internationale de concert, les galeries McLellan entièrement reconstruites, le Dôme de la Découverte, le Théâtre du Tramway ou l'Espace des Arches sous la gare centrale attestent du souci des édiles de changer l'image négative de la troisième ville du royaume, des investisseurs et de l'Angleterre chic du Sud, volontiers méprisante à son encontre.

Délaissée par l'industrie lourde et les chantiers navals, Glasgow a su miser sur la culture pour attirer les touristes sur les bords de la Clyde : sept théâtres, une dizaine de musées, deux orchestres symphoniques, une compagnie de ballets, une quarantaine de bibliothèques publiques, une nouvelle académie de musique et la fameuse école d'art... Le budget municipal des arts, qui fait vivre dix mille personnes, est l'un des plus élevés du pays.

En 1991, c'est Dublin, l'autre grande ville gaélique située dans ces îles de l'ouest, qui sera « capitale européenne de la culture ».

(1) Glasgow est la sixième ville européenne et la première de Grande-Bretagne à recevoir ce titre, après Athènes, Florence, Amsterdam, Berlin et Paris.

□ Le récital Martine Dupuy reporté. — La mezzo soprano marseillaise Martine Dupuy, souffrante, a reporté le récital qu'elle devait donner salle Gaveau le lundi 5 mars. Une nouvelle date reste à fixer. Tél. : 42-33-43-00.

□ Rectificatif. — Gérard Depardieu est sélectionné aux côtés de 90 pour Trop belle pour toi, et non pour Un monde sans pitié avec Hippolyte Girardot (également en lice), comme une erreur technique le faisait paraître dans notre édition du 3 mars. La réalisatrice de Peaux de vache (premier film) s'appelle Patricia Mazuy, et non Lvoff, comme il était indiqué.

Les facéties d'un détourneur

Les excentriques sont anglais
Conrad Atkinson est anglais

LONDRES

de notre correspondant

Conrad Atkinson appartient à une espèce en voie de disparition. Ce petit homme suave, chaussé de tennis, pratique en effet la malice en peinture et le détournement des objets culturels existants, un peu comme les situationnistes dans les années 60, et il cite volontiers les philosophes et sociologues français contemporains, ce qui est plutôt rare chez un Anglais.

Il a ainsi détourné à son profit, dans sa dernière exposition à Londres, la première page du guide Arts et spectacles du Monde, en la recouvrant de peinture dorée à l'exception d'une publicité pour Cartier. D'autres journaux américains et européens ont subi le même sort. La Neue Zürcher Zeitung est également obédiente d'or, sauf la nouvelle de dernière minute annonçant la mort de Beckett.

« Les gens reconnaissent d'instinct le format des journaux. Ils ne sont pas désorientés comme devant une peinture », explique Atkinson. Son exposition londonienne, à la galerie Anne Berthoud, comporte aussi des toiles sur fond

noir encadrées d'une frise, portant un message rédigé à la main, qui ressemblent aux pensées jadis en usage dans les films muets pour expliquer l'action. L'une d'elles affirme : « Le capitalisme s'écroule à une vitesse incroyable tandis que les minorités et les femmes occupent les rues. Des morceaux de Wall Street sont vendus comme souvenirs. »

Cette sensibilité anarchiste et impertinente a sans doute un goût xéro pour les Français. Les détournements de citations et d'événements et les aphorismes anti-capitalistes appartiennent à une autre époque. Mais on sait que l'Angleterre vit à un autre rythme que le Continent, et l'auteur semble ne pas trop se soucier de ce décalage.

Conrad Atkinson a conçu en décembre dernier, à la demande du Guardian, une pleine page qui a paru dans le supplément culturel de ce quotidien. Totalement anachronique, elle est intitulée « Daily Consumer », et on peut y lire des titres tels que « M^{me} Thatcher annonce le lancement d'une nouvelle campagne pour envoyer les intellectuels aux champs », ou

« Les projets fiscaux de Reagan en contradiction avec la volonté du Saint-Esprit », affirme William Blake, ou encore « Mozart déclare qu'il faut davantage de rythme dans les négociations sur le désarmement. Les généraux de l'OTAN ne sont pas d'accord, mais reconnaissent que les mouvements de troupes manquent de créativité mélodique. »

Ces facéties sont celles d'un artiste qui refuse de jouer le rôle qu'on attend de lui tout en pratiquant des tours de passe-passe intellectuels dignes d'un potache. Une toile de l'exposition londonienne explique ainsi : « Je cherche un art qui soit éphémère comme celui qu'on trouve dans les musées. » Conrad Atkinson n'est pourtant pas entièrement hors des circuits officiels puisqu'il a réalisé, dans le pays noir, en Cambré, un monument à la gloire des mineurs de charbon commandé par les autorités régionales et qui a été inauguré en juin 1988 par le leader travailliste Neil Kinnock.

DOMINIQUE DHOMBRES

► Galerie Anne Berthoud, 10 Clifford Street, Londres W1. Jusqu'au 10 mars.

La sculpture
en état de choc

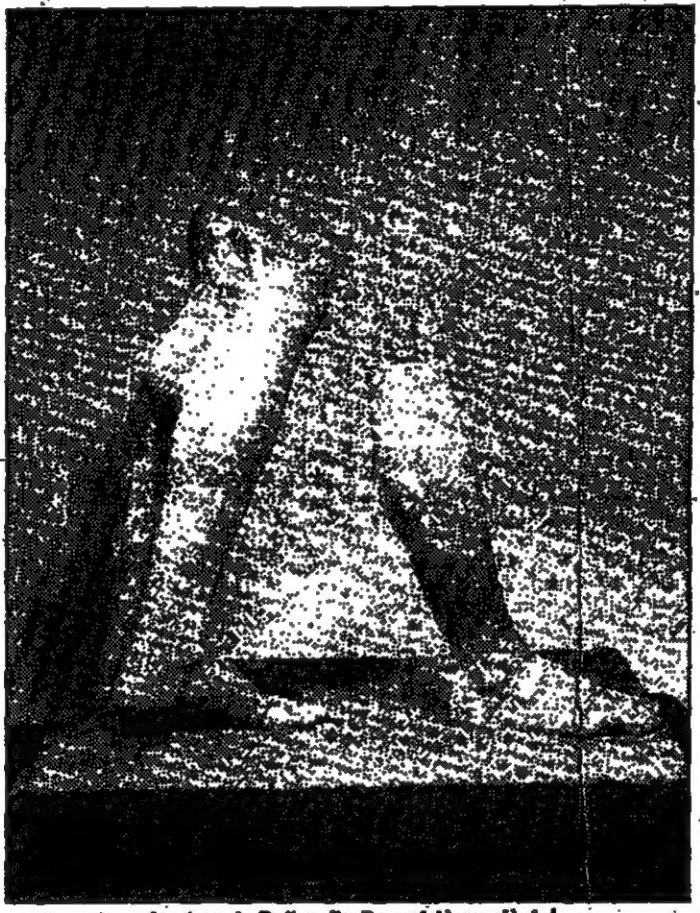
Suite de la première page

Rodin, pour qui « les plus purs chefs-d'œuvre sont ceux où l'on ne trouve aucun déchet expressif de forme, de ligne et de couleur, mais où tout, absolument tout, se résout en pensée et en âme », avait, au moment de ces entretiens avec Paul Gsell — publiés en 1911 — dépassé depuis longtemps le cap des gestes réducteurs, de la recherche du mouvement et de l'expression par suppressions successives de tout l'attribut, attributs et accessoires superflus, qui faisait d'une sculpture un sujet mythologique tributaire d'une histoire et de l'Histoire. Il avait exploité systématiquement le pouvoir expressif du fragment, sa force concentrée, pour faire jaillir la vie et la sensualité des profondeurs de la chair, faire cracher au corps humain sa vérité tragique, dire « l'être douloureux redéployé sur lui-même », qu'il avait décelé chez Michel-Ange, premier sculpteur de l'achèvement, défilant ainsi le temps, et non plus l'Histoire, en inscrivant dans l'œuvre même le processus de création. Contre le temps destructeur.

Une mise en scène
coup de poing

Dans son atelier de Meudon aux étagères et aux tiroirs pleins de moulages d'abattis, de pieds, de jambes, de bras de différentes tailles (qui n'étaient peut-être pas si différents, au fond, des ateliers des artistes académiques, qui, eux aussi, travaillaient leur composition à partir de moulages), Rodin, après 1900, s'employait à recoller les morceaux, les éclats accidentels et les débris, jouant sur les différences d'échelle. Rodin assemblait. Par exemple, le visage de Camille Claudel et la main de Pierre de Wissant, l'un des Bourgeois de Calais. L'effet est saisissant, d'une étrange beauté. Et l'on peut comprendre que la pièce ait été choisie pour faire l'affiche de l'exposition. Qui, d'ailleurs, abuse des effets !

Soit : la sculpture, art réputé difficile, n'a pas les faveurs du grand public. Cela ne justifie peut-être pas complètement la mise en scène coup de poing du « Corps en morceaux », que l'on doit à Roberto Ostinelli, fanatique du lit de fer, des bases de béton, des dalles d'ardoises et des échafaudages de rails façon Arte Povera, sur lesquels sont disposées les œuvres, souvent trop en hauteur pour permettre de les appréhender de tous côtés. Le dispositif est cinquant, c'est



Jambes de Pollux (Italie, sixième siècle)

même du laminage. Et s'il est vrai qu'ainsi mises à l'épreuve du gril, il est des sculptures qui résistent admirablement. Il en est d'autres qu'on ne voit pas, ou mal, ou bien qui sont prises dans une perspective expressionniste qui ne leur convient pas. C'est notamment le cas du torse sans patios de Brancusi, une épine pour laquelle il aurait mieux valu un lit de roses et plus de paix. Pour Rodin, bien sûr, tout va bien. Pour Maillol, pour Boudelle aussi, quand les morceaux choisis relèvent de l'action.

Cette présentation qui, éclairage et jeux d'ombres aidant, plonge le visiteur dans un climat d'inquisition, met en évidence la force et la présence parfois diaboliques (certaines mains crispées, certaines têtes coupées) du fragment sculpté, certes, mais il n'est pas dit qu'elle lui permette de saisir toute la complexité des idées et des symboles qu'il véhicule, toute la subtilité du jeu de va-et-vient entre présence et figure de l'absence dont il est le terrain. Il se peut que ce soit là une vision par trop contemporaine de la question. L'optique de l'exposition est dix-neuviémiste, comme il se doit en la demeure, où l'on s'est gardé de trop céder à la tentation d'ouvrir le dossier du fragment en sculpture au vingtième siècle. C'est dommage, mais alors, c'était tout le Grand Palais qu'il aurait fallu investir, et non des salles d'exposition bizarrement agencées sur trois niveaux, au Musée d'Orsay. On y aurait vu, par exemple, dans la foulée de l'Homme qui marche, de Rodin, des œuvres de Giacometti, et dans la lignée du Torse de l'Action enchaînée, de Maillol, des œuvres de Boccioni. Et quantité d'autres morceaux de corps sculptés, ainsi que des fragments désincorporés, aux frontières du chaos, et des choses abstraites. Tant il est vrai que « l'esprit moderne brise toutes les formes dans lesquelles il s'incarne » (c'est encore Rodin qui l'a dit). Tant il est vrai que l'invention du fragment sculpté est la première étape sur le chemin de l'abstraction.

En bref on pourrait même ajouter, pour revenir au contenu de l'exposition, que c'est de l'amour de la statue antique, telle qu'elle nous est parvenue, en partie brisée, qu'est née la sculpture moderne ; voire de ce torse du Belvédère tant admiré, qui servit de modèle, et même devint le symbole de la sculpture, à côté de la palette pour la peinture. Comme quoi le fragment est un vieux compagnon de route du sculpteur, qui en a fait un outil de travail. L'en est sans doute un usage du temps destructeur, l'a pensé comme lieu de création sans limites.

GENEVÈVE BREERETTE

► Le Corps en morceaux. Musée d'Orsay, jusqu'au 3 juin. L'exposition sera présentée à Francfort, Schirn Kunsthalle, du 23 juin au 28 août.

CINÉMA

Une lettre d'Elia Kazan

Traverser les frontières

A la suite de la publication, le 17 janvier dernier, des décrets régissant la nationalité des œuvres cinématographiques, Au-delà de la mer Egée, le film d'Elia Kazan, qui en était encore au stade de la pré-production, s'est vu refuser la qualité de film français par le Centre national de la cinématographie. Ce refus et ses conséquences ont conduit le producteur Anatole Dauman à se retirer du projet. De retour à Paris après un voyage aux Etats-Unis, Elia Kazan nous a adressé la lettre suivante.

« J'ai d'abord pensé à propos de cette loi : elle ne peut pas être française. Le cinéma est un art international, et cette loi protectionniste, s'inscrit dans une autre tradition, étroite d'esprit. Son propos est de protéger les travailleurs français du cinéma, et notamment les grands artistes, ceux qui justifieraient le moins besoin de protection. Le résultat, en ce qui concerne ma production d'Au-delà de la mer Egée, c'est qu'elle va priver de travail une équipe d'excellents décorateurs, costumiers et administrateurs, tous français, ainsi que plusieurs assistants de mon directeur de la photographie grec. La scène que j'ai vue aujourd'hui au studio de Boulogne quand je suis rentré d'urgence de New-York pour retrouver mes amis m'a rappelé celle que j'ai vécue chez moi après un divorce pénible, quand j'assistais au déménagement du mobilier de mes enfants.

« Les quatre artistes principalement concernés par la loi (la loi Lang) sont un Grec d'Anatolie, moi-même, mortifié, qui est à demi-grec et enseigne l'écriture du scénario à l'université Columbia, et Nick Cage, le nouveau de Francis Ford Coppola, héritier d'une grande tradition cinématographique et figure internationale. La plupart des acteurs de cette large distribution, dont 90 % sont déjà choisis et prêts à tourner, sont français, grecs, turcs, bref, européens. Le thème du film, c'est que nous devrions traverser les frontières étroites des nations pour être frères dans la foi et dans l'amour. Je ne peux m'empêcher de me demander ce que le personnel et l'équipe de tournage français, les acteurs français, mais aussi d'autres nationalités, pensent d'une loi qui leur enlève un emploi auquel ils tiennent vraiment.

« Le problème du cinéma n'est pas de créer des productions au lieu d'en supprimer ? L'esprit des années 80, aussi bien en art qu'en politique, c'est un esprit de fraternité, d'espoirs et de besoins communs. Le cinéma est un langage qui nous rassemble et qui est compris partout. Je vais faire ce film parce qu'il criera à tous ceux qui le verront qu'il faut abattre les fausses frontières. La France devrait en être fière, au lieu de tuer le film. Quant au problème crucial de la réduction du chômage, en qui la mort d'une importante production peut servir sa cause ? Le crois que M. Jack Lang devrait prendre le temps de reconsidérer sa loi et la décision qu'il a prise. Je me demande s'il ne devrait pas lire le scénario. »

ELIA KAZAN

MUSIQUES

La règle de trois

« Rendez-vous », du trio Pied-de-Poule
est un spectacle entre théâtre et musique

Michèle, Dominique et Geneviève auraient pu être de bonnes conteuses. Celles qui évoquent la vie, le quotidien. Mais ces trois musiciennes aiment trop les mots pour les aligner sagement. Le trio Pied-de-Poule, fondé il y a quatre ans, s'est donc spécialisé dans le carambolage du théâtre et de la musique — tango, jazz ou bal musette. Dans leur dernier spectacle, Indiscrétion, mis en scène par Michel Lonsdale, elles jouaient des textes de Marguerite Duras, par exemple. Rendez-vous est plus personnel. Elles ont préféré leurs mots à elles, pour faire quelque chose qui leur appartiendrait vraiment, expliquent-elles.

Tapis derrière l'accordéon et la contrebasse, deux autres personnages sur la scène en costume. Elles ont jeté leur dévolu sur ce petit coin de verdure carré. Il n'est pas très passant, mais fera très bien l'affaire. Elles murmurent et pre-

nent de l'assurance. Pour la propreté, elles se sont arrangées. La voici, justement, juchée sur des patins. Ce fantôme tendu profite des menaces graves ou sautelles. Les deux comédiennes ne veulent pas l'entendre. L'endroit leur plaît, et il y a de la place pour trois, le trio est formé, la blonde à l'accordéon insistent, la rousse et sa voix incroyablement élastique, la brune enfin, mangée par sa contrebasse.

Pendant une heure, les mots dégringolent, pétris par une musique inventive. Puis les trois femmes chaussent leurs patins et se fondent dans l'obscurité. Ce jeu de cache-cache caustique, entre coches et vigiles, leur ressemble.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Amateurs de Paris, samedi 3 mars, à 20 h 30. 110, rue des Américains, 75020. Tél. : 43-66-42-17.

PHOTOGRAPHIE

Ouverture de la Biennale de Marseille

Sous le titre « D'un art l'autre », a débuté, samedi 3 mars, la première Biennale internationale de Marseille. Elle se déroule dans une vingtaine de lieux et traite de la relation de la photographie et des arts plastiques. Son budget est d'environ 2 000 000 de francs, pris en charge par la ville (1 400 000 francs), l'Etat (les Caisse d'épargne et la FNAC) et, durant toute la semaine, auront lieu des débats.

La multiplication des formes prises par la création photographique contemporaine est représentée par soixante neuf artistes. Une commande publique sur le thème de l'Estaque confronte Alain Fleischer, Tom Drahos, Henry Lewis et Pascal Kern. Les créateurs danois, de Sente Bonnes à Tine Schwarz, exposent pour la première fois en France. Nancy Wilson Fajic est l'objet d'une rétrospective montée par Alain Sayeg au Musée Cantini. Et le Catalan Joan Fontcuberta y dévoile ses dernières œuvres.

A côté d'expositions de groupes réunissant des auteurs incontestables (Cindy Sherman, Dieter Appelt, Duane Michals, Sandy Skoglund, Bernard Faucon, Oula Lélé), la grande innovation est

l'invitation au Centre de la Vieille Charité de treize galeries privées, nationales et régionales, qui proposent chacune un de leurs artistes. Parmi ceux-ci, Roust (Friedrich Cadot), Lynne Cohen (Samia Saouma), Pierre Mercier (Laage Salomon), Jan Groover (de Decker-Hefter), Lewis Balz (Michèle Chomette), Wilkin (Baudouin Lebon), Jorge Ribalta (Forum), Hannah Villiger (Zabriske).

Tous les espaces culturels de la ville sont associés à cette manifestation, du château de Servières acquis par Roselyne Plaquier au Château d'eau, place des Moulins, envahi par Jean-François Lecourt. A l'initiative de Bernard Millet et des musées de la ville, Marseille s'affirme, avec Barcelone, comme la capitale photographique du bassin méditerranéen.

PATRICK ROEGERS

► Biennale internationale de Marseille (Photographie-Arts plastiques). Centre de la Vieille Charité, Musée Cantini, Musée des beaux-arts, Espace d'art Ecurieil et autres lieux, du 3 mars au 23 avril. Tél. : 91-56-26-36.

صحنه من العمل

AGENDA

SAMEDI 3 - DIMANCHE 4 MARS

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI
Rétrospective Masaki Kobayashi : Kozumi (1975, v.o. s.t.), de Masaki Kobayashi, 16 h ; Hérédité (1982, v.o. s.t.), de Masaki Kobayashi, 18 h ; Sapporo (1982, v.o. s.t.), de Masaki Kobayashi, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-57-29)

SAMEDI
Le Cinéma cubain : Cumbite (1984, v.o. s.t.), de Tomas Gutierrez Alea, 14 h 30 ; Historia de una batalla (1962, v.o. s.t.), de Tomas Gutierrez Alea, 16 h 30 ; Historia de una batalla (1962, v.o. s.t.), de Tomas Gutierrez Alea, 18 h 30 ; Historia de una batalla (1962, v.o. s.t.), de Tomas Gutierrez Alea, 20 h 30 ; Historia de una batalla (1962, v.o. s.t.), de Tomas Gutierrez Alea, 22 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

SAMEDI
Les Médias de Paris : Actualités locales : 12 h 30 ; Actualités nationales : 13 h 30 ; Actualités internationales : 14 h 30 ; Actualités locales : 15 h 30 ; Actualités nationales : 16 h 30 ; Actualités internationales : 17 h 30 ; Actualités locales : 18 h 30 ; Actualités nationales : 19 h 30 ; Actualités internationales : 20 h 30 ; Actualités locales : 21 h 30 ; Actualités nationales : 22 h 30 ; Actualités internationales : 23 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ADRIANNE, LE FILM (Fr.) : Sept

Parnassien, 14 (42-33-32-20).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MÈRE (Fr.)

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32-20).

LES AVENTURES DU BARON DE

MUNCHHAUSEN (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

BARBARA CASÉ (A., v.o.) : Clichy, 6

(46-33-10-82).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : Gaumont

Le Film, 14 (42-33-32

L'ouverture à Paris du 27^e Salon

L'agriculture entre culture et nature

Le 27^e Salon de l'agriculture qui est organisé du 4 au 11 mars porte de Versailles, à Paris, est placé sous le signe de l'environnement. Un colloque aura lieu le 8 mars sur la gestion de l'eau, auquel participera le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet.

Il y a encore un mois, le Salon de l'agriculture aurait sans doute été consacré à la production agricole. Mais après les accusations de pollution, les inquiétudes des agriculteurs sur la gestion de l'eau, les débats sur la protection de l'environnement, le Salon de l'agriculture a été rebaptisé « Salon de l'agriculture et de l'environnement ». Le thème de l'eau est au cœur de ce Salon. Les débats sur la gestion de l'eau, les inquiétudes des agriculteurs sur la pollution, les débats sur la protection de l'environnement, le Salon de l'agriculture a été rebaptisé « Salon de l'agriculture et de l'environnement ».

Les professionnels sont mal remis du « coup de pied de l'âne » qu'ils estiment avoir reçu de M. Lalonde. Ils lui reprochent d'avoir, selon leur propre expression, « mis la charrue devant les bœufs », condamné avant d'écouter. Mais puisqu'on est enfin sorti du non-dit, il reste à espérer que l'écriture des communiqués de presse syndicaux et politiques ne sera pas la seule à couler. M. Nallet très attendu sur la question de l'environnement, devra parler clair. Dans un salon, et sur la question de l'eau, on ne peut en demander moins. Ses récents propos sur les agriculteurs « premiers écologistes de France », appuyés par son prédécesseur, M. François Guillaume, laisseront, sinon, un goût sucré à ceux, nombreux, qui veulent placer l'agriculture industrielle devant ses responsabilités en matière de protection de la nature.

Limites les nuisances

Que les exploitants agricoles ne soient pas les seuls « fauteurs » de pollution est une évidence. Comme est réelle la volonté de leurs responsables, au sein du CORPEN (Comité pour la réduction de la pollution de l'eau par les nitrates, créé en 1984), de limiter leurs nuisances. On ne peut pas oublier non plus que la directive de décembre 1988 sur les nitrates, préparée par la Commission de Bruxelles, a été



rejetée par le conseil des ministres européens des Douze en novembre dernier. Jugée trop rigide, expliquait-il, y a-t-il le maire RPR de Douai, M. Jacques Vernier, « car elle fixait par hectare des plafonds au nombre des animaux d'élevage et aux quantités d'engrais épandables ». Le député socialiste des Deux-Sèvres, Mme Ségolène Royal, a critiqué à son tour « les ministres de l'environnement successifs dont le Parlement attend toujours un projet de loi sur l'usage de l'eau ». La protégée de l'Elysée « aussi mis en cause » les systèmes d'aide à l'agriculture qui ont privilégié l'intensification au détriment de méthodes culturales plus respectueuses de l'environnement.

M. Nallet ne s'est pas privé, à peine rentré du Pakistan où il accompagnait le président de la République, de désigner la politique agricole commune comme responsable de la pollution des eaux, à travers ses encouragements à la croissance des rendements. Une évolution quantitative qui, pourrait-on ajouter, s'est faite avec l'assentiment de la société. L'insouciance et l'ignorance rivalisent dans l'esprit des consommateurs. Rappelons enfin que la sécheresse exceptionnelle de l'année passée a endommagé à l'extrême le couvert végétal qui absorbe habituellement les nitrates, précipitant ces derniers de façon massive et plus rapide au fond des nappes phréatiques. En s'abstenant sur des sols nus érodés, les quelques pluies vic-

ieuses de l'hiver ont ensaisonné le lessivage des impuretés. Autant de circonstances atténuantes qu'il convient d'accorder au monde agricole, dans un débat où celui-ci apparaît tour à tour comme complice et victime, bouc émissaire, accusé et victime. Mais les faits sont là : l'agriculture polue. Une seule question vaut qu'on s'y arrête : comment cultiver des végétaux, élever des animaux sans craindre à chaque instant pour le biberon du bébé ou la cuisine de grand-mère ?

L'heure de la biologie ?

Après trente ans de course folle aux rendements qui a, au bout du compte, vidé les campagnes, créé les excédents et dégradé l'environnement, revenir en arrière est exclu. Quand bien même certains le voudraient, au nom d'un ordre d'urgence, les révolutions de la biologie agricole ne sont pas la solution à la pollution. La France des campagnes n'a plus les moyens humains de renouer avec l'agriculture industrielle au profit d'un mode d'exploitation moins dommageable à l'individu. Depuis 1970, six cent mille fermes ont disparu. La population agricole vieillit, s'amenuise, se sent contrainte à d'autres mutations de structures et de technologies si elle ne veut pas être condamnée tout court. Pour rester à la terre, sauver leur revenu et leur part de marché face

aux agricultures modernes des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de RFA ou des Pays-Bas, les derniers « paysans » français doivent garder le cap. Celui de la mécanisation, de l'intensification, des engrais azotés et des pesticides.

Les tenants de l'agriculture biologique (l'« A.B. ») sont convaincus du contraire. Ceux-ci croient l'heure sonnée d'un retour à des méthodes culturales plus douces, tirant profit des équilibres naturels tout en les respectant : « utilisant le complexe universel soleil, plantes, eau, micro-organismes », selon la définition de M. Philippe Desbrosses, l'un de ses actifs promoteurs (1).

Reconnue en France et par la CEE depuis deux ans, l'« A.B. » s'interdit tout recours aux produits chimiques de synthèse. Il s'agit d'une agriculture extensive (forte « consomatrice » d'espaces), qui se proclame à la fois productive et rentable, autonome et économe, grâce à la valorisation accrue de la biomasse, de la fertilisation organique et des associations végétales permettant aux plantes de s'entraider. « Céréales et légumineuses peuvent ainsi se nourrir mutuellement par échanges de sécrétions nutritives au niveau des racines », explique M. Desbrosses. Résumant l'idée que l'agriculture biologique élimine toute protection contre les parasites, il préconise au contraire « la lutte biologique intégrée, c'est-à-dire l'utilisation des prédateurs naturels contre l'ennemi de nos cultures ».

Nul doute que le débat sur cette forme alternative d'agriculture ne peut plus être éludé, sauf à décevoir tant les exploitants lassés des méthodes classiques dont on voit les limites que les consommateurs à présent sensibilisés. Aux scientifiques de montrer que l'« A.B. » ne saurait se résumer à une question de foi, y croire ou non. Mais contrôlé, le concept « bio » peut favoriser des impostures et des abus de confiance, induire le public en erreur et desservir, finalement, la cause du monde agricole. A l'inverse, pourquoi une agriculture biologique jugée viable et améliorante resterait-elle l'apanage d'une minorité d'agriculteurs ? Sous peine d'apparaître comme un nouveau coup d'épée dans l'eau. On le voit, il devient urgent de trancher.

ERIC FOTTORINO

(1) Docteur en environnement, expert auprès du Parlement européen, M. Philippe Desbrosses est l'auteur du *Crack alimentaire*, éditions du Rocher, 265 p., 1989.

La construction de l'Airbus

● La chaîne de montage de l'A-320 transférée à Hambourg ● Le travail va reprendre à British Aerospace

Le conseil d'administration d'Airbus Industrie, qui s'est réuni vendredi 2 mars à Toulouse, a décidé, comme on s'y attendait (le Monde du 3 mars), que le futur Airbus-321, version allongée de l'A-320, sera assemblé à Hambourg, en Allemagne fédérale. Il y recevra également son aménagement intérieur. Les A-330 et A-340, les futurs gros porteurs du consortium européen seront intégralement montés à Toulouse. Cette décision mécontente les syndicats d'Aérospatiale, qui ont appelé à des débrayages de protestation, et chez les élus locaux. En Grande-Bretagne, les ouvriers de deux usines de British Aerospace, qui fabriquent les ailes de l'A-320, ont décidé de reprendre le travail, après quatre mois de grève (nos dernières éditions du 3 mars).

LONDRES

de notre correspondant

Les ouvriers de deux usines de British Aerospace ont voté vendredi 2 mars en faveur de la reprise du travail après plus de quatre mois de grève. Les cinq mille travailleurs manuels de Preston et Chester, dans le nord-ouest de l'Angleterre, ont approuvé à main levée la réduction de 39 à 37 heures de la semaine de travail qui leur était proposée par la direction du constructeur aéronautique.

Le conflit qui avait affecté l'activité sur la chaîne de montage d'Airbus, à Toulouse, auxquelles British Aerospace fournit les ailes

se termine donc par une victoire des syndicats, très attachés à la réduction générale du temps de travail.

Plus de pause-thé

La direction de British Aerospace estime que cette concession sera compensée par une augmentation de la productivité, due notamment à la suppression de la pause traditionnelle destinée à prendre le thé. La décision de reprendre le travail a été prise à une très nette majorité à Chester, mais pas à Preston, où l'assemblée a été houleuse, un certain nombre de grévistes réclamant un vote secret.

Les travailleurs manuels de l'industrie britannique avaient obtenu, dans le milieu des

années 80, la généralisation de la semaine de 39 heures. Les syndicats cherchent depuis un an à passer aux 37 heures. Ils ont eu gain de cause, ces derniers mois, dans des entreprises telles que Rolls-Royce (qui fabrique des moteurs d'avion) et Vickers (qui produit notamment les sous-marins nucléaires). Le groupe Rover, dernier grand constructeur automobile britannique, est sur le point de céder lui-même.

La détermination des ouvriers de Preston et Chester a été visiblement sous-estimée par la direction de British Aerospace, qui a fini, au bout de quatre mois, par accepter la demande initiale des syndicats. Au total, une trentaine d'Airbus A-320 n'ont pu être livrés en raison de la rupture d'approvisionnement des ailes et de divers autres

équipements produits en Grande-Bretagne. La perte est estimée à 300 millions de dollars (plus de 1,7 milliard de francs) par les trois associés de British Aerospace au sein du consortium européen. Ceux-ci pourraient réclamer 40 % de cette somme au constructeur britannique.

DOMINIQUE DHOMBRES

Précision. — Dans le portrait de Pehr G. Gyllenhammar (le Monde du 3 mars), le patron du groupe Volvo, il fallait bien comprendre, dans la deuxième colonne, que : « en avril 1990, M. Gyllenhammar va confier le poste de PDG à M. Christer Zetterberg, celui-ci devant, à terme, lui succéder à la tête du groupe. » PG a resté en fait le numéro un pendant longtemps encore.

Afin de rendre plus efficace le géant des télécommunications

Un rapport du gouvernement japonais propose l'éclatement de NTT

Le géant japonais des télécommunications Nippon Telegraph and Telephone Corp. (NTT) va-t-il — d'ici à 1995 — être démantelé en trois entités distinctes ? C'est en tout cas ce que préconisent les experts gouvernementaux dans le rapport définitif qu'ils ont remis vendredi 2 mars au ministre japonais des postes et télécommunications.

Les experts proposent en effet de séparer les communications locales des communications privées, chacune de ces activités étant prise en

charge par une société spécialisée. Quant aux activités de téléphonie mobile, elles seraient également confiées à une troisième entité à créer.

Les experts justifient l'éclatement du conglomérat — actuellement contrôlé par l'Etat à hauteur de 65 % et en cours de privatisation depuis 1985 — par la nécessité d'assurer une concurrence plus loyale et une gestion plus efficace dans le secteur des télécommunications. Dans cette optique, les communications privées resteraient

sous contrôle administratif, tandis que les deux autres entités seraient complètement privées.

Le gouvernement a jusqu'à la fin du mois de mars pour se prononcer sur ce dossier politiquement très sensible au Japon.

La direction de NTT — l'une des plus grandes entreprises mondiales avec ses 270 000 salariés — a fait savoir qu'elle restait opposée à ce projet, dont les grandes lignes avaient été tracées par un rapport préliminaire publié en octobre dernier.

ETRANGER

La balance des comptes courants en janvier

Le premier déficit mensuel du Japon depuis 1984

Pour la première fois depuis six ans, le Japon a enregistré en janvier un déficit de ses comptes courants, a annoncé le ministère des finances du Japon, vendredi 2 mars. Le même jour, le yen a subi un nouvel accès de faiblesse sur les marchés des changes. La devise américaine a clôturé à 150,40 yens vendredi à New York. Certains redoutent que cette dévaluation du yen ne relance le gonflement des excédents japonais. Une rencontre entre le premier ministre nippon M. Toshiki Kaifu et le président américain George Bush, largement consacrée aux problèmes commerciaux, doit avoir lieu aux Etats-Unis samedi 3 et dimanche 4 mars.

TOKYO

correspondance

En janvier 1989 encore, la balance japonaise des comptes courants était excédentaire de 2,51 milliards de dollars (15 milliards de francs environ). Un an plus tard, elle accuse un déficit mensuel de 636 millions. Le ministère des finances a pris soin de préciser que le déficit des paiements courants était principalement causé par le traditionnel ralentissement des exportations nippones en janvier. Celles-ci ont en effet diminué de 4,6 % pour s'établir à 18,2 milliards de dollars, alors que les importations ont bondi de 20,8 %

(à 17,1 milliards de dollars), sous la poussée de la hausse des prix du pétrole et de lourds achats de matériel aéronautique. En conséquence, l'excédent de la balance commerciale n'atteint plus que 1,07 milliard de dollars en janvier, contre 4,88 milliards l'an dernier à la même époque.

Autre facteur expliquant le déficit : cette année, un nombre record de Japonais (840 000 personnes) a choisi de passer les fêtes de fin d'année à l'étranger, provoquant un « trou » de 1,52 milliards de dollars dans la balance touristique. Malgré ces explications ponctuelles, ce déficit revêt une grande portée symbolique : il a été annoncé le jour-même où le premier ministre M. Toshiki Kaifu s'envolait pour les Etats-Unis. Au cours du week-end, il doit rencontrer à Palm Springs (Californie) le président américain George Bush — à la demande de celui-ci — pour discuter des différends commerciaux entre les deux pays. Discrète sur cette question pour ne pas gêner le parti libéral démocrate tant qu'il n'était pas assuré d'être reconduit aux affaires, lors des élections du 18 février, l'administration américaine paraît aujourd'hui décidée à rattraper le temps perdu et à militer pour l'ouverture du marché japonais. Avant son départ, le premier ministre japonais a déclaré, vraisemblablement à l'adresse des parlementaires américains : « nous ne devons jamais oublier qu'à terme, le protectionnisme affaiblit la structure économique du pays dont il émane, et crée davantage de problèmes qu'il n'en résout ».

BRUNO BIRLOTTI

Dans la perspective de l'unification monétaire européenne

Le double marché des changes belgo-luxembourgeois est aboli

Le franc belgo-luxembourgeois n'a plus qu'un seul taux de change. Le vendredi 2 mars, le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt, a annoncé la suppression avec effet immédiat du double marché des changes, qui depuis 1955 se caractérisait par l'existence, en parallèle, d'un cours commercial et financier pour les francs belge et luxembourgeois (les monnaies des deux pays sont distinctes, mais liées par un taux fixe). La coexistence de ces deux cours — le premier est utilisé pour les transactions commerciales, inscrites dans la balance des transactions courantes ; le second, pour le règlement des opérations en capital — permettait de limiter les sorties de capitaux en période de tensions monétaires, puisque, automatiquement, le cours du franc financier (ou libre) s'élevait par rapport au taux commercial, réglementé.

La décision de supprimer le double marché s'imposait, à terme, en

raison de l'unification monétaire européenne. Elle était naturelle, car, depuis plusieurs années, les deux cours étaient devenus presque identiques, et leur différence était généralement inférieure à 1 %, alors qu'elle était montée jusqu'à 15 % au début des années 80. Il est probable que, afin de minimiser l'impact de l'annonce sur les marchés des changes, les dirigeants belges et luxembourgeois ont profité de la période actuelle de faiblesse du mark, la devise-phare du SME, et donc de plus grande fermeté du franc belge, pour abolir les restes du marché réglementé.

L'existence de ce marché se justifiait d'autant moins que la Belgique et le Luxembourg ont entièrement libéré leurs mouvements de capitaux. Dans la plupart des pays en développement ou à économie planifiée, des taux de changes multiples coexistent avec un strict contrôle des changes.

EN BREF

Les banquiers français prudents vis-à-vis de l'Est. — « Les pays de l'Est ne sont pas des débiteurs fiables. » C'est ainsi que M. Dominique Châtillon, président de l'Association française des banques et de la compagnie La Hénin, répond, dans *Libération* du 3 mars, aux invites faites par le gouvernement aux industriels français d'investir à l'Est (le Monde du 2 mars). Comparant la situation à « la vague de prêts au tiers monde des années 70 », M. Châtillon estime que la situation de l'URSS est pire que celle du Brésil. A l'Est, aucun pays ne trouve grâce à ses yeux : « Aucun n'a encore achevé, voire engagé, la mise en place de structures économiques et juridiques rendant possible le déblocage d'un flux d'argent important (...). Essayons de résister aux mélodies de sirène que nous chantent les pouvoirs publics », ajoute le président de l'AFB, qui estime qu'il ne faut pas mélanger les rôles : « Si, pour des raisons politiques de soutien à Gorbatchev, il apparaît indispensable de fournir à ce pays des biens de première nécessité, c'est aux Etats ou à la CEE d'agir ».

Fonction publique : négociation salariale le 21 mars. — M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a fixé au 21 mars — c'est-à-dire après le congrès du PS — la réunion avec les organisations syndicales pour apurer l'accord salarial des années 1988 et 1989 dans le cadre de l'application de la clause de sauvegarde. Dans un communiqué, les quatre fédérations de la FEN, de la CFDT, de la FGA (autonomes) et de la CFTC prennent acte de cette décision « tout en considérant que cette date est trop tardive ».

Elections professionnelles : recul de la CGT à Talbot-Poissy. — Les élections des délégués du personnel qui se sont déroulées le 1^{er} mars dans l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) ont été marquées par le recul de la CGT qui, tous collèges confondus, perd quatre sièges (27,9 % des suffrages, soit 5,2 points de moins qu'en 1989). Le scrutin se caractérise par une très forte participation (89,72 % de votants) et enregistre une progression de la CSL (+ 2 sièges, + 1,5 point avec 42,8 % des voix), de FO (+ 1 siège, + 1,7 point avec 13,5 %) et de la CFDT (+ 1 siège, + 1,2 point avec 6,3 %). La chute de la CGT est particulièrement forte dans le collège ouvriers où, avec 33,1 % des voix, elle recule de 6,3 points et perd 3 sièges.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Après avoir souffert durant trois semaines, le vent de la baisse, à l'usage des boursiers d'hiver, s'est dissipé ces derniers jours des rives de la Bourse de Paris, non sans s'être retourné, comme à regret, pour faire encore un peu plier la cote.

Mais cette fois, le bilan hebdomadaire a été positif. Les boursiers ont tout de même eu très chaud. En début de semaine, la nouvelle et brutale débauche des cours à Tokyo provoquait l'émotion d'une déroute rue Vivienne (-1,57 % à 12 heures). Mais, progressivement, le marché se ressaisissait et, devant la forte réaction de Wall Street dans l'après-midi, il reprenait tout le terrain perdu et même un peu au-delà (+0,03 %). Le mouvement de reprise s'accélérait mardi (+1,18 %) et encore mercredi en fin de séance (+1,33 %). La clôture de la Bourse de Tokyo, remise sur pied dans l'intervalle, replongeait jeudi Paris dans un abîme de perplexité, forçant la place à se replier sur prudence (-0,93 %). A la veille du week-end, le marché parisien s'achève donc en hausse et ressortait de 1,53 %.

Bref, d'un vendredi à l'autre, l'indice CAC-40 a monté de 3,3 % environ. C'est la deuxième hausse hebdomadaire de l'année, bien meilleure même que celle enregistrée à l'issue de la semaine à cheval sur la fin janvier et le début février. Ce score n'a pas empêché la Bourse de Paris de se situer encore à près de 7 % en dessous de son niveau du 29 décembre 1989. Quatre séances de hausse sur cinq, ce n'est pas encore jamais vu en 1990.

Manifestement, les opérateurs n'ont voulu retenu que les bonnes nouvelles. A commencer par l'optimisme de Wall Street, qui, semble-t-il, désamorce, comme les experts américains s'efforcent à le prétendre, que les économies du Japon et des Etats-Unis ne sont plus liées. Et, sans le dire vraiment, beaucoup ne sont pas fâchés de voir les Japonais essayer des revers. « Ne vous l'avais-je pas dit ! », affirment sentencieusement un spécialiste sous les colonnes. « C'était de l'hérésie de voir la capitalisation des valeurs japonaises représenter 50 % de la capitalisation mondiale quand l'industrie de l'archipel ne représente pas même le tiers de l'industrie mondiale. »

En matière d'expansion, Paris a également trouvé dans les chiffres publiés ces derniers jours, des motifs propres à faire taire ses craintes. Le ralentissement a été ainsi moins marqué aux Etats-Unis, où, malgré un taux de croissance tombé à 3 %, l'économie s'est révélée moins chancelante au cours du quatrième trimestre. Surtout, le

Embellie ou véritable retour au calme ?

dernier indice mensuel des agents d'achats américains, qui mesure le degré d'activité économique, est ressorti plus vite en février (+48,5) qu'en novembre après le creux de janvier (45,2).

Que dire de la France, où, contre toute attente, la croissance en 1989 a été à peine moins vigoureuse (+3,7 %) qu'en 1988 (+3,8 %). Et 1990 ne paraît pas se présenter trop mal avec une forte reprise de la consommation des ménages en janvier.

La croissance française vigoureuse

A cela s'ajoute les espoirs que la forte réduction, également inattendue, du déficit commercial pour janvier (790 millions de francs contre 2,44 milliards pour décembre) ont fait naître, probablement un peu vite. Sans oublier le recul du chômage dans les pays de l'OCDE, tombé à son plus bas niveau depuis dix ans, quelques zozes de reprise à Tokyo, mais aussi de baisse des taux dans le Nouveau Monde. Et puis s'agissant encore du prix de l'argent, la Bundesbank n'a-t-elle pas respecté le statu quo ?

Reste que la communauté financière ne s'est tout de même pas déparée de sa prudence décalée coutumière. Chat échaudé craint l'eau froide. Si des signaux encourageants ont été perçus, ne serait-ce pas des heures ?

Certes, les avis divergent, mais beaucoup vont dans le même sens. M. Henry Kaufman, l'ancien patron de Wall Street, tire la sonnette d'alarme en prédisant qu'avec la chute de Drexel la solidité financière des firmes américaines était au plus bas depuis la grande dépression des années 30, annonçant ainsi des années difficiles.

Les analystes boursiers américains sont également très pessimistes. Selon eux, les mauvais résultats des entreprises pour le quatrième trimestre de 1989 sont peut-être le signe avant-coureur de nouvelles plus sombres encore. D'autre part, l'annonce d'une chute des ventes de

Semaine du 26 février au 2 mars

bien durables outre-Atlantique a inopinablement relancé la crainte d'une récession, qui commençait à s'éloigner.

Et ce n'est rien de dire que M. Ryutaro Hashimoto, ministre des finances japonais, s'est montré inquiet pour l'avenir. Au pays du Soleil-Levant, préoccupé veut dire alarmé.

Inutile de le préciser : en dépit des apparences, à Paris, les investisseurs ont littéralement marché sur des œufs ces derniers jours. La preuve ? Déjà assez faibles ces derniers temps, les volumes de transactions se sont réduits à une peau de chagrin avec une moyenne journalière de 1,7 milliard de francs.

Alors simple embellie ou véritable retour au calme ? Les optimistes, car il y en a, tablent, eux, comme Salomon Brothers, sur l'impact positif à attendre des capitaux japonais, qui, chassés par la crise, viendraient chercher refuge sur les places occidentales. Possible mais nullement certain.

De son côté, M^{me} Elaine Garzarelli, directeur de recherche chez Shearson Lehman Hutton, estime que le recoupement des indicateurs maison laisse à penser que Wall Street s'apprête bientôt à entrer dans une phase haussière pour monter, peut-être, au niveau 3 000/3 100 de l'indice Dow Jones. Quelle belle confiance !

A moins qu'il n'y ait une troisième réponse à la question que tout le monde se pose avec la poursuite de ce qui est devenu, après le mini-crash de l'octobre, le krach mené de 1990. Pour le commentateur de la société de Bourse Didier Philippe, c'est le scénario le plus plausible.

Mais la réponse est peut-être aussi dans le ciel, car on s'aperçoit, qu'une fois encore, le décalage des éléments a de nouveau accompagné, ou précédé, les corrections boursières de la planète.

Peugeot a tenu la vedette au cours de la semaine écoulée (voir encadré ci-dessous). En plus des arguments développés par les analystes pour expliquer le récent engouement des investisseurs pour le titre, des rumeurs circulent sous les verrières, à l'écouter évidemment avec prudence. Elles « affirment » que la firme de Sochaux pourrait s'associer avec Fiat et/ou Toyota. Les boursiers prendraient-ils leurs désirs pour des réalités, à moins que...

ANDRÉ DESSOT

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En vedette : + 3,75 %

Après deux semaines de baisse, Wall Street s'est ressaisi, si bien ressaisi même que, malgré des signes de nervosité, le marché a monté sans discontinuer. A la veille du week-end, la hausse atteignait 3,75 %.

Selon les spécialistes, New-York a définitivement joué la décompression avec le Japon.

Plusieurs indicateurs économiques tels que les PNB définitifs pour le quatrième trimestre et pour 1989, ont démontré un moindre ralentissement que celui redouté ; les dépenses de consommation pour janvier (+0,8 %) ; l'indice des agents d'achats pour février en net progression sont constitués des facteurs d'encouragement pour prendre des positions. Mais les investisseurs ont aussi prêté une oreille attentive aux propos de M. Alan Greenspan, président du Fed, optimiste sur les chances d'éviter une récession.

Les milieux financiers attendent beaucoup de la visite du premier ministre japonais, M. Kaifu, à Washington.

Indice des industriels du 2 mars : 2660,36 (contre 2564,19 le 26 février).

| | Cours 23 fév. | Cours 2 mars |
|----------------------|---------------|--------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 66 5/8 |
| AT&T | 38 1/8 | 40 3/8 |
| Boeing | 60 | 64 3/8 |
| Chase Man. Bank | 29 1/2 | 30 3/8 |
| Du Pont de Nemours | 37 3/8 | 39 1/4 |
| Eastman Kodak | 37 1/4 | 38 1/2 |
| Exxon | 47 1/8 | 46 3/4 |
| Ford | 44 3/4 | 47 1/8 |
| General Electric | 60 5/8 | 62 3/8 |
| General Motors | 43 3/8 | 44 1/8 |
| Goldman Sachs | 3 | 3 1/4 |
| IBM | 102 5/8 | 104 7/8 |
| ITT | 52 3/4 | 54 1/2 |
| Mobil Oil | 61 1/4 | 61 7/8 |
| Pfizer | 56 | 58 3/4 |
| Schlumberger | 47 5/8 | 48 1/2 |
| Tosco | 57 1/4 | 59 |
| UAL Corp. (ex-Alleg) | 129 | 134 |
| Union Carbide | 23 1/4 | 23 3/8 |
| USX | 35 1/4 | 37 |
| Washinghouse | 69 1/8 | 73 5/8 |
| Xerox Corp. | 51 1/4 | 53 1/8 |

FRANCFORT

Timide reprise

Après la forte baisse de la semaine précédente, Francfort a évolué ces derniers jours de façon très irrégulière, mais plutôt dans le sens de la hausse. Les incertitudes sur les modalités de l'union monétaire entre les deux Allemagnes, avec le risque d'inflation, ont continué de freiner les initiatives.

Indice du 2 mars : Commerzbank, 2 208,2 (contre 2 192) ; DAX : 1 818,23 (contre 1 789,64).

| | Cours 23 fév. | Cours 2 mars |
|---------------|---------------|--------------|
| AEG | 305,50 | 312 |
| BASF | 390 | 399 |
| Bayer | 301,30 | 313,70 |
| Commerzbank | 208,50 | 220,50 |
| Deutsche Bank | 770 | 761,50 |
| Hoechst | 303,50 | 318,50 |
| Karstadt | 622 | 632 |
| Mannesmann | 347 | 344 |
| Siemens | 724,50 | 746,70 |
| Volkswagen | 548,50 | 549 |

LONDRES

Légère amélioration

Malgré la persistance d'une grande nervosité, une légère amélioration s'est fait jour au London Stock Exchange en fin de semaine. Elle aurait pu être plus marquée sans la perte de popularité des conservateurs et l'annonce d'une aggravation inattendue du déficit de la balance commerciale. L'activité a été généralement faible. Les fonds d'Etat ont été déprimés.

Indice FT du 2 mars : 100 valeurs, 2 254,8 (contre 2 236,7) ; 30 valeurs, 1 774,2 (contre 1 762,3) ; mines/Cor, 283,5 (contre 295,6) ; fonds d'Etat, 78,60 (contre 80,15).

| | Cours 23 fév. | Cours 2 mars |
|--------------|---------------|--------------|
| Bovater | 442 | 436 |
| BP | 335 | 339 |
| Charter | 442 | 438 |
| Courtauld | 364 | 360 |
| De Beers (*) | 18,50 | 18,57 |
| Glen | 13,50 | 13,50 |
| GUS | 14,13 | 14,13 |
| ICI | 10,37 | 10,37 |
| Reckitt | 10,23 | 10,23 |
| Shell | 469 | 469 |
| Unilever | 620 | 625 |
| Victors | 195 | 203 |

TOKYO

Moins 2,4 %

Deux violentes secousses de grande amplitude (-4,5 % lundi et -2,2 % jeudi) ont derechef ébranlé la grande place tokyoite cette semaine. Chaque fois, le marché s'est redressé. Mais il n'a pas réussi néanmoins à combler l'écart, et, à l'issue d'une mini-reprise vendredi, son retard atteignait encore 2,4 %.

Indicees du 2 mars : Nikkei, 3407,567 (contre 3490,37) ; Topix, 2 541,97 (contre 2 554,31).

| | Cours 23 fév. | Cours 2 mars |
|------------------|---------------|--------------|
| Alai | 1 070 | 1 150 |
| Bridgeport | 1 520 | 1 540 |
| Cannon | 1 550 | 1 630 |
| Fuji Bank | 3 360 | 3 200 |
| Fujitsu | 1 650 | 1 660 |
| Hitachi | 2 070 | 2 130 |
| Mitsubishi Heavy | 1 020 | 1 000 |
| Sony Corp. | 7 900 | 8 350 |
| Toyota Motors | 2 320 | 2 320 |

Bâtiment, travaux publics

| | 2-3-90 | Diff. |
|--------------------|--------|---------|
| Auxil. d'entr. | 1 006 | + 8 |
| Bouygues | 549 | + 18 |
| Ciments français | 1 370 | + 92 |
| Dumez | 829 | + 4 |
| GTM | 1 222 | + 34 |
| Immo. Phéon. | 76 | + 1,50 |
| J. Lefebvre | 985 | + 3 |
| Lafarge | 328,10 | + 15,10 |
| Poliet et Chausson | 494,80 | + 9,80 |
| SCREG | 1 100 | inch. |
| SGE-SB | 229 | + 7 |

Mines, caoutchouc

| | 2-3-90 | Diff. |
|-------------|--------|--------|
| Géophysique | 1 130 | + 55 |
| Imetal | 276 | + 7,40 |
| Michelin | 136,30 | + 5,70 |
| Métaleurop | 185 | + 2 |
| RTZ | 49,20 | + 0,70 |
| ZCI | 2,58 | + 0,04 |

Produits chimiques

| | 2-3-90 | Diff. |
|---------------|--------|--------|
| Inst. Mérieux | 5 330 | - 20 |
| Labo. Bell | 2 420 | - 60 |
| Roussel-Uclaf | 1 965 | - 65 |
| Basf | 215,50 | + 33 |
| Bayer | 1 053 | + 53 |
| Hoechst | 1 860 | + 77 |
| Imp. Chimie | 183 | + 3,70 |
| Nordic Hydro | 174 | + 6 |

Pétroles

| | 2-3-90 | Diff. |
|--------------------|--------|--------|
| BP-France | 173 | + 0,80 |
| Elf-Aquitaine | 586 | + 11 |
| Esso | 653 | + 13 |
| Exxon | 272 | + 5,50 |
| Pétrofin | 1 720 | + 20 |
| Primagaz | 811 | + 41 |
| Raffinage (Fr.ét.) | 201,90 | + 6,90 |
| Royal Dutch | 432,20 | + 7,70 |
| Sogehap | 490,10 | + 9,90 |
| Total | 541 | + 11 |

Banques, assurances

| | 2-3-90 | Diff. |
|------------------|--------|---------|
| Bail Équipement | 319 | + 11 |
| Banque (Cie) | 524 | + 19 |
| Cedex | 630 | + 33 |
| CCF | 215,50 | + 0,40 |
| CFP | 1 240 | + 19 |
| CFP | 510 | + 13 |
| CPA | 479,50 | + 12,50 |
| Chargers SA | 1 113 | + 43 |
| Eurofrance | 2 364 | + 63 |
| Hélin (La) | 543 | - 8 |
| Localfrance | 515 | + 17 |
| Loire | 844 | + 9 |
| Midl | 1 200 | - 20 |
| Midland Bank | 170 | - 1 |
| OFF | 1 621 | + 41 |
| Paribas | 616 | + 19 |
| Petitjean | 1 168 | + 14 |
| Schneider | 875 | + 25 |
| Localfrance | 575 | + 27 |
| Société générale | 430 | + 15 |
| UIC (Cie fin.) | 430 | + 15 |
| UIC | 243 | + 12 |

Filatures, textiles

| | 2-3-90 | Diff. |
|--------------------|--------|--------|
| Agache (Fin.) | 1 500 | + 90 |
| BNV | 704 | - 15 |
| CFAD | 1 500 | + 15 |
| Danuser | 3 560 | + 52 |
| DMC | 575 | + 4 |
| Galeries Lafayette | 1 685 | - 15 |
| La Redoute | 3 090 | inch. |
| Nouvelles Galeries | 695 | + 5 |
| Printemps | 569 | + 5 |
| SCOA | 40,40 | + 2,20 |

Mines d'or, diamants

| | 5-1-90 | Diff. |
|----------------|--------|--------|
| Anglo-American | 187,80 | - 6,20 |
| Anglo | 564 | - 1 |
| Gold M. | 95,8 | + 3,60 |
| De Beers | 108,80 | + 4,70 |
| De Beers | 73,40 | + 2,70 |
| De Beers | 187,30 | + 0,45 |
| Harmony | 56,50 | + 3,50 |
| Randfontein | 435 | + 5 |
| Saïnt-Helens | 30,50 | + 0,50 |
| Western Deep | 259 | - 9 |

Alimentation

| | 2-3-90 | Diff. |
|------------------|--------|--------|
| Béghin-Sey | 754 | + 18 |
| Bongrain | 2 840 | + 41 |
| BSN | 723 | + 25 |
| Carrefour | 2 330 | + 151 |
| Casino | 148,50 | + 6,50 |
| Eurocarché | 3 980 | - 100 |
| Guyenne et Gasc. | 1 109 | + 40 |
| Neid-Hennessy | 3 640 | + 59 |
| Occid. (Gle) | 807 | + 41 |
| Oliver-Cabry | 387 | + 9 |
| Pern-Ricard (I) | 1 126 | + 175 |
| Produce | 3 810 | + 93 |
| St-Louis-Bouchon | 1 448 | + 28 |
| Source Perrier | 1 493 | + 3 |

Valeurs à revenu fixe

ou indexé

| | 2-3-90 | Diff. |
|-----------------|--------|--------|
| PME 10,6 % 1976 | 99,20 | + 0,10 |
| 8,80 % 1977 | 117,60 | + 0,10 |
| 10 % 1978 | 98,50 | + 0,40 |
| 9,80 % 1978 | 98,15 | + 0,15 |
| 9 % 1979 | 96,25 | + 0,65 |
| 10,80 % 1979 | 99,76 | + 0,06 |
| 16 % 1982 | 101,31 | + 0,05 |
| CNE 3 % | 3 858 | + 8 |
| CNE 5 % 5 000 F | 99,40 | + 0,85 |
| CNE 5 % 5 000 F | 100,25 | - 0,25 |
| CNE 5 % 5 000 F | 100,35 | + 0,15 |
| CNE 5 % 5 000 F | 99,40 | inch. |

Métallurgie

construction mécanique

| | 5-1-90 | Diff. |
|------------------|--------|---------|
| Alpi | 576 | + 34 |
| Avion Dussault-B | 545 | + 29 |
| De Dietrich | 1 735 | + 1 |
| Facon | 1 646 | - 8 |
| Fives-Lille | 390 | + 7 |
| Marine Wendel | 384 | + 4,20 |
| Poulbot | 540 | - 10 |
| Peugeot SA | 826 | + 90 |
| Sagem | 1 388 | - 71 |
| Sorfrat | 1 215 | + 26 |
| Valco | 700 | + 38 |
| Valloire | 384,20 | - 13,80 |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 janvier 1990
Nombre de contrats : 81 276.

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|--------------|-----------|---------|----------|---------|
| | Mars 90 | Juin 90 | Sept. 90 | Déc. 90 |
| Premier | - | - | - | - |
| + haut | 98,12 | 98,30 | 98,30 | - |
| + bas | 97,70 | 98 | 98,02 | - |
| Dernier | 97,96 | 98,16 | 98,30 | - |
| Compensation | 97,96 | 98,16 | 98,24 | 98,48 |

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 2 janv. | 3 janv. | 4 janv. | 5 janv. |
|------------|------------|------------|------------|------------|
| RM | 1 889 285 | 1 713 948 | 2 421 382 | 1 621 619 |
| Comptant | 11 612 927 | 9 571 908 | 10 036 954 | 8 099 203 |
| R. et obl. | 382 869 | 188 499 | 534 335 | 413 173 |
| Total | 13 885 081 | 11 474 355 | 12 992 671 | 10 133 995 |

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

| | 23 fév. | 24 fév. | 27 fév. | 28 fév. |
|----------|---------|---------|---------|---------|
| France | 88,6 | 89,9 | 90,9 | 90 |
| Etranger | 91,2 | 93 | 94,2 | 94,1 |

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1989)

Indice gén. | 482,9 | 494,6 | 497,5 | 497,7 | 496,8

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 | 1 804,10 | 1 825,38 | 1 849,68 | 1 832,44 | 1 860,48

La reprise de Peugeot

Outre les rumeurs plus ou moins fantaisistes qui courent en Bourse sur les achats de titres Peugeot (voir le bulletin de Bourse),

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

La transparence d'une adjudication

L'importante adjudication du Trésor de Copenhague a été l'événement de la semaine passée sur le marché international des capitaux. Très attendue, elle s'est tenue jeudi 1^{er} mars, permettant de lever un montant de 771 millions de dollars à un coût de quelque 65 centimes supérieur au rendement des fonds d'Etat américains de cinq ans de durée. Cette marge est tout à fait conforme aux conditions ambiantes. Le contribuable danois n'a donc pas à redouter de faire les frais de ce qui, aux yeux de nombreux critiques, a pu apparaître un moment comme une entreprise bien risquée. Mais, d'autre part, c'est l'avis du débiteur, il est probable que le même résultat aurait pu être atteint sans passer par une formule aussi novatrice pour l'euro-marché que celle d'une adjudication où les banques intéressées sont appelées à soumettre leurs offres, à indiquer à quel prix elles sont prêtes à acquiescer des titres.

En se limitant à des comparaisons de ce genre, on pourrait être tenté de conclure à l'inefficacité de cette méthode. Ce serait faire bien peu de cas de son principal mérite, celui d'assurer une transparence parfaite. En laissant au marché lui-même le soin de fixer le prix d'une transaction, on se donne prise à aucun soupçon d'arbitraire. Le débiteur est le premier à bénéficier de tout ce qui contribue à renforcer l'impression d'objectivité laissée par sa transaction. Si, au contraire, il prête le flanc à des accusations de générosité ou, au contraire, de pingrerie, il risque de souffrir durablement d'une réputation dont il mettra longtemps à se défaire.

Il reste que la solution de l'adjudication ne permet guère de tirer parti des possibilités d'arbitrage qui s'offrent sur un marché des capitaux. Une adjudication prend du temps à s'organiser et, dans l'incertitude où le débiteur demeure jusqu'au bout sur l'issue de l'opération et de son prix, il lui faut renoncer à tout espoir de lier dès le départ son émission à la

conclusion d'un swap. Or peu nombreux sont ceux qui tiennent à conserver le produit de leur emprunt sous la forme où il a été lancé. Le cas du Danemark est plutôt rare. Les autorités de ce pays sont en train de remodeler leur dette extérieure. Elles cherchent à accroître la part relative des fonds qu'elles ont à rémunérer à taux fixe, ce à quoi servira leur euro-emprunt de jeudi dernier. Poursuivant ce même objectif, le Trésor de Copenhague s'apprête d'ailleurs à réduire la proportion de son endettement en dollars à taux variable, dont il envisage d'échanger une partie contre des fonds à taux fixe en devises danoises et en francs suisses. Toutes devises confondues, il entend parvenir à un équilibre entre taux fixe et taux variable. En tout, le dollar ne devrait pas servir à libeller plus du quart de la dette du pays.

La transaction danoise était confiée au groupe américain JP Morgan, dont une banque a organisé l'adjudication, une autre se chargeant du secrétariat de l'émission. Elles se partageront les cinq points de base (ou centimes de point de pourcentage) qui leur reviennent spécialement sur l'ensemble de l'emprunt pour leur rôle dans cette affaire. Ces points s'ajoutent aux vingt points de base de commissions de placement.

La Hongrie sert 10 % d'intérêts en devises

Depuis la suppression de la rete que la source sur les revenus de placements de capitaux en Allemagne, il ne subsiste plus outre-Rhin, d'un point de vue fiscal, de distinction entre les deux compartiments du marché des obligations en devises. Les résidents allemands sont d'ailleurs invités à souscrire, à tous les emprunts publics, qu'ils soient émis pour le compte de débiteurs étrangers (les euro-obligations placées sous le contrôle de la Banque centrale à Francfort, la Bundesbank) ou pour des débiteurs locaux (ils sont alors

soumis à la surveillance du ministère des finances de Bonn). La situation est donc très différente de celle qui prévaut sur les marchés du franc français, où théoriquement, les euro-obligations sont destinées à des investisseurs étrangers, les particuliers résidant en France étant de toute façon dissuadés d'y souscrire de fait d'un traitement fiscal nettement moins favorable que celui qui s'applique aux titres en francs émis sur le marché national. Ce marché, à de très rares exceptions près, n'est ouvert qu'à des emprunteurs français.

De telles divergences ne manquent pas de se refléter sur l'activité primaire, celle des émissions nouvelles. C'est ainsi que l'importance de la demande d'origine allemande pour des euro-obligations en marks explique en partie que les nouvelles euro-emissions se soient, ces dernières semaines, succédées à un rythme soutenu en dépit des difficultés de la conjoncture. Rien qu'en février, alors que la perspective d'une unification monétaire entre les deux Allemagnes faisait grimper les taux de rendement des emprunts gouvernementaux à 9 % et plus, onze euro-emissions ont vu le jour à Francfort pour 2,7 milliards de devises. Dans le même temps, à Paris, il n'y a eu que deux euro-emprunts pour 850 millions de francs.

La Banque nationale de Hongrie entend lever 200 millions de marks. On prévoit à Francfort que cet emprunt, d'une durée de sept ans, bénéficiera d'une demande importante de la part de la clientèle privée, qui se montre très friande de taux d'intérêt élevés. Pour la première fois depuis des années, un débiteur souverain lui propose une rémunération annuelle de 10 %. Mais c'était dans un autre contexte, celui des emprunts en écus, où elle cherchait à drainer des fonds par le truchement de la Kreditbank. Son emprunt en marks est placé sous la conduite de la Commerzbank.

CHRISTOPHE VETTER

MATIERES PREMIERES

Le déficit en blé résorbé

Si l'on en croit les dernières prévisions du Conseil International du blé, rendues publiques le 1^{er} mars à Londres, la situation déficitaire, qui avait prévalu au cours des trois dernières campagnes, est en passe de s'inverser. Pour la saison 1990-1991, la production mondiale de blé devrait progresser de 15 millions de tonnes pour s'établir à 355 millions de tonnes, pendant que la consommation se situerait autour de 347 millions de tonnes.

S'agissant de la campagne 1989-1990 en cours, les stocks définitifs de blé devraient atteindre 100 millions de tonnes, leur niveau le plus faible depuis 1977-1978. Quant aux échanges mondiaux, ils atteignent 98 millions de tonnes, en deca de leur record de 106 millions enregistré en 1987-1988.

Les prévisions de production montrent en particulier que les Etats-Unis ont sensiblement accru leurs surfaces emblées au lendemain de la sécheresse de 1988 dont les conséquences avaient été amplifiées par la politique de gel des terres pratiquée alors Outre-Atlantique. Alors que les prix du blé à Chicago fléchissent légèrement ces derniers jours, s'établissant autour de 3,9 dollars le boisseau le 2 mars, les professionnels s'inquiètent des récents propos tenus à Moscou par M. Oleg Klimov, le président de l'agence soviétique de négoce céréalière Exportkhleb. Selon lui, l'URSS achètera « sensiblement moins de céréales américaines en 1990 qu'en 1989 ». Il est vrai que l'an passé, les achats soviétiques ont atteint le niveau record de 25,7 millions de tonnes, dont 18,5 millions de tonnes de céréales secondaires (maïs, orge), 5,4 millions de tonnes de tourteaux et de graines de soja. Dans la même déclaration parue dans une publication spécialisée des Etats-Unis, The Journal of Commerce, M. Klimov a affirmé que dans l'hypothèse où Washington supprimerait ses subventions à l'exportation, les céréales américaines ne seraient plus compétitives sur le marché mondial et l'URSS traiterait ailleurs. Les Etats-Unis sont nos

premiers fournisseurs, précisait-il, mais le meilleur blé est canadien et c'est la Communauté Européenne qui s'adapte le mieux en matière de prix. Le responsable soviétique concluait en indiquant que Moscou comptait accroître ses achats de céréales en Australie, et poursuivre ses importations en provenance d'Argentine, de Hongrie et même de Chine.

Coups de colère

L'hommage rendu à la souplesse européenne en matière de prix a cependant été écorné par la polémique qui a éclaté fin février entre les exportateurs français de céréales et la Commission de Bruxelles. Les négociants se plaignent de voir Bruxelles refuser de leur accorder un délai supplémentaire pour des certificats d'exportation de deux millions de tonnes de céréales vers l'URSS arrivant à expiration le 28 février. Ils invoquent la « force majeure » pour justifier leur impossibilité à décharger leur marchandise avant cette date, les ports de la Baltique ayant été encombrés à cause des

récentes tempêtes. Si la Commission a refusé d'assimiler ces intempéries à la force majeure, elle n'a toutefois pas empêché la vente des deux millions de tonnes de céréales, comme le faisait entendre le négociant. Elle a en revanche obligé ce dernier à évacuer la marchandise du territoire de la Communauté pour la placer à ses frais dans des entrepôts sous douane. C'est cette issue jugée coûteuse qui a provoqué l'émotion des marchands de grains. « Le tout est de savoir si l'on veut garder de bonnes relations avec les Soviétiques et, surtout, leur confiance », expliquait l'un d'eux le 26 février. La livraison concernée porte sur 600 000 tonnes d'orge et 1,3 millions de tonnes de blé tendre, solde d'un contrat de près de 5 millions de tonnes (dont 4,2 millions de tonnes de blé tendre), autorisé par le comité de gestion des céréales de la CEE en décembre 1989 et en janvier 1990.

Au chapitre des coups de colère, on notait celui des professionnels français après l'annonce par les Etats-Unis d'une vente de 109 250 tonnes de blé au Maroc, avec une subvention de 32,45 dollars par tonne. Le département américain de l'Agriculture a précisé que les autorités de Rabat pourraient encore acheter 670 750 tonnes aux mêmes conditions.

Autre coup de colère, planté cette fois, celui du directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), M. Edouard Saouma, à l'occasion de la parution du rapport sur les produits 1989-1990. « Les pays en développement se sont trouvés de plus en plus marginalisés dans le commerce mondial des produits agricoles au cours des années 80 », a souligné M. Saouma, la hausse des prix des céréales en 1989 ayant de surcroît accru de 2,9 milliards de dollars la facture de leurs importations. Pour la seule année 1987, la FAO estime enfin que les pays de l'OCDE ont dépensé 290 milliards de dollars pour la protection de leurs agricultures.

ERIC FOTTORINO

DEVICES ET OR

Nouveau recul du mark et du yen

Encore une semaine très agitée sur les marchés des changes, où deux monnaies réputées « fortes », le yen et le mark, ont à nouveau faibli, tandis que le dollar et le franc français continuaient de se renforcer.

Le glissement de la monnaie japonaise, déjà sensible en début de période, s'est accéléré à la veille du week-end, avec le franchissement, vendredi, de la barre psychologique des 150 yens pour un dollar à Tokyo. Malgré les interventions massives de la Banque du Japon, 2 milliards de dollars vendus le 2 mars, et 7 à 8 milliards de francs sur la semaine. Le ministre des finances nippon, M. Ryutaro Hashimoto, s'est déclaré « extrêmement inquiet » des niveaux du yen par rapport au dollar, la parité actuelle étant jugée « indésirable » et susceptible de relancer l'inflation au Japon. Ce pays s'apprête à organiser deux réunions du Groupe des sept pays les plus industrialisés du monde (G7), l'une officielle et l'autre officieuse, qui se tiendront à Tokyo la semaine prochaine. Sans nul doute, le G7 se penchera à nouveau sur le problème posé par la faiblesse du yen, susceptible de creuser à nouveau le déséquilibre commercial entre le Japon et ses partenaires, puisque la dépréciation de la devise nipponne favorise les exportations du pays du Soleil Levant.

Vendredi après-midi, les banques centrales occidentales sont intervenues assez massivement pour essayer de stopper la dérive du yen, mais en vain, puisqu'après un plus haut de 150,50 yens, le

dollar ne retombait qu'à 149,70 yens. Pour la semaine qui vient, les opérations ne sont guère optimistes : même un relèvement du taux de l'escompte de la Banque du Japon n'empêchera pas une nouvelle attaque sur le yen qui souffre d'une accumulation d'iniquités : sur la solidité du gouvernement, sur les négociations commerciales avec les Etats-Unis, sur la reprise éventuelle de l'inflation, sur la tenue de la Bourse (très mauvaise), etc.

Désaccords entre M. Poehl et Kohl

De son côté, le mark est resté sous pression. Les déclarations contradictoires du chancelier Kohl et de M. Poehl, président de la Bundesbank, sur le calendrier et les modalités de l'union monétaire de la RFA avec la RDA, ont lourdement pesé sur la devise allemande. Les craintes d'une inflation supplémentaire et d'un alourdissement de la dette fédérale ont poussé à la hausse les rendements des obligations allemandes (voir ci-dessous), ce qui reflète bien les inquiétudes des milieux financiers de Francfort. En conséquence, le mark a fléchi contre toutes les monnaies, notamment le dollar, qui est monté à 1,72 DM avant de redescendre un peu, à 1,7140 DM, en progrès de 2 % d'une semaine à l'autre. Il faut dire que la devise américaine a le vent en poupe.

En début de semaine on annonçait que la progression du produit national brut des Etats-Unis pour le quatrième trimestre 1989 était révisée en hausse à 0,9 % contre

0,5 %. Les milieux financiers ayant le sentiment que le pays a vraiment évité la récession, ce qui n'incitera pas la Réserve fédérale à baisser encore son taux, le dollar se raffermira.

Dans toute cette affaire, le franc français a fort bien tiré son épingle du jeu, se renforçant très nettement vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris est redescendu à 3,3760 F, au plus bas depuis la fin de septembre 1989 (à la fin de décembre 1989, avant la dévaluation de la lire, le mark frôlait les 3,42 F). Outre la faiblesse de la devise allemande, le franc a bénéficié d'un « bon indice » des prix en janvier (+0,3 %), celui de la RFA ayant augmenté de 0,6 % pour le même mois, et d'une forte diminution du déficit de la balance commerciale, ramené à 790 millions de francs en janvier, presque à l'équilibre, mais grâce aux exportations de matériel militaire : le déficit des échanges industriels continue d'augmenter.

Signalons enfin la suppression du double marché des changes en Belgique et au Luxembourg, où coexistaient un franc commercial et un franc financier. Sa suppression était attendue, l'écart entre les deux francs, qui fut assez important dans le passé, ayant pratiquement disparu (voir d'autre part).

FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 FÉVRIER AU 2 MARS 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Libre | 5 E.R. | Franc suisse | Franc suisse | Franc suisse | Franc suisse | Libre |
|-----------|--------|---------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------|
| New-York | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Paris | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| London | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Zurich | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Frankfurt | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Bruxelles | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Amsterdam | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Milan | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |
| Tokyo | 1,7000 | 17,3100 | 66,6800 | 58,5130 | 2,8160 | 51,9400 | 8,7790 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 mars, 3,8577 F contre 3,8631 F le vendredi 23 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Inquiétantes tensions

Après la folle semaine dernière, un peu de calme semblait revenir sur le marché financier. A Francfort, et sur le marché à terme de Londres (Liffe), le rendement de l'emprunt fédéral (BUND) à dix ans, qui avait flambé à 9%, redescendait à 8,50% et bien au-dessous. A Paris, le cours de l'échéance mars du MATIF se maintenait au-dessus de 99 et le rendement de l'OTAT à dix ans oscillait autour de 10%.

Tout le monde commençait à respirer lorsque, jeudi, la tempête se leva à nouveau. L'ouragan venant, comme la semaine dernière, de Francfort, où le rendement du BUND dix ans avait le plafond des 9%, à 9,06%, au plus haut depuis sept ans. Motif : les propos contradictoires du gouvernement et de la Bundesbank sur la fusion monétaire de la RFA et de la RDA avec son cortège d'inquiétudes sur la parité d'échange des billets, l'inflation, le financement de l'édile, par emprunt sans doute, etc.

Immédiatement le MATIF plongea, se retrouvant, jeudi, à 97,50, tandis que le rendement de l'OTAT à dix ans bondissait de 10% à 10,35% et que les opérateurs s'abandonnèrent à nouveau au pessimisme, avec une consolation, toutefois : l'écart entre les rendements à dix ans diminue entre la France et l'Allemagne. De 2% à la fin 1989, il oscille actuellement entre 1,30% et 1,50%, ce qui traduit un « rapprochement » progressif du marché français par rapport au marché allemand, dont il se suit, plus obligatoirement l'ascension. Cela rappelle que, la semaine dernière, pour un BUND dix ans à 9%, l'OTAT dix ans avait bondi à 10,60%. Cette fois-ci, le bond s'est arrêté à 10,35% : c'est attendable, mais rassurant.

A la veille du week-end toutefois, le marché allemand réagissait

contre un excès de pessimisme et les vendeurs à découvert se mettaient à racheter : on vit le BUND dix ans redescendre un peu, à 8,90%, l'OTAT à 10,28%, tandis que le MATIF remontait à 98,40% et que la Bourse de Paris se raffermissait sensiblement. Toutes ces cabrioles ont été plutôt mal accueillies sur le marché obligataire parisien. Le Trésor, qui procédait à son adjudication mensuelle d'obligations assimilables, n'a pas eu de chance : il est tombé juste sur le coup de vent, ce qui lui a coûté cher. Pour 7,65 milliards de F recueillis, les rendements offerts sont passés, en un mois, de 9,63% à 22% pour l'échéance à dix ans et de 9,53% à 10,26% pour celle à quinze ans. Une tranche en écus (225 millions, soit 1,6 milliard de F environ) a été adjugée à 10,78% contre 8,95% en octobre, ce qui traduit la hausse des taux européens, en RFA notamment.

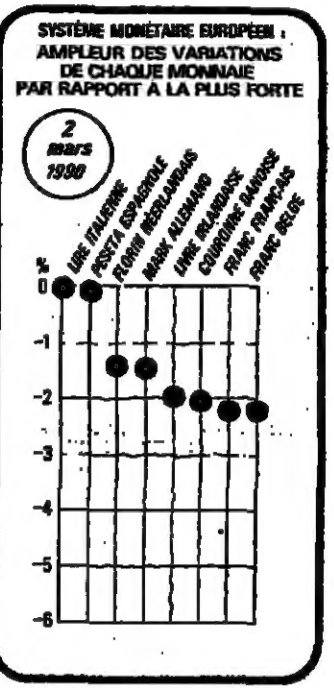
Comme le mois dernier, la demande finale des investisseurs a été presque nulle, les étrangers ont boudé (ils préfèrent du vingt-cinq ans) et les spécialistes en valeur du Trésor (SUT) ont dû, une fois de plus, faire leur devoir, se hâtant de se couvrir sur le MATIF, c'est-à-dire de vendre par avance, ce qui a contribué à faire baisser les cours du MATIF, jeudi. Les choses allaient si mal que, vendredi, les pauvres SUT ont renoncé aux souscriptions non compétitives, non adjudicataires. L'avantage offert aurait été absolument nul, le papier étant dénoté par avance.

Les autres émetteurs ont également souffert de la tempête, mais à un moindre degré, puisqu'ils s'adressent moins aux 300 ou 400 gestionnaires de SICAV qui, chaque mois, attendent le Trésor avec une arquébuse, qu'aux grands investisseurs institutionnels et aux ménages. Ces derniers sont très contents avec un rendement de

10%, pour une inflation de 3,5%, ce qui leur laisse un intérêt positif intéressant. Ainsi, le Crédit agricole, avec son très large réseau, a pu placer chez lui sans difficultés 2 milliards d'obligations à huit ans, au taux nominal de 10% et au taux réel de 10,54%. Le même Crédit agricole, chef de file de l'emprunt de 1,2 milliard de F de Crédit local de France, à 10% nominal et 10,35%, a été en mesure d'en placer une partie. Il faut dire que l'émission CLF a pris de plein fouet le coup de vent, se trouvant très dénoté sur le marché gris à la veille du week-end. Le coup de vent mis à part, il a souffert de la nouvelle réglementation des OAT « européens », qui plafonne à 10% de leurs actifs les emprunts d'un même émetteur non garanti par l'Etat. Car le CLF a beaucoup émis depuis un an, il y a plafonnement. L'établissement, conscient de ce handicap, envisage de se tourner davantage vers les particuliers, via les banques à réseaux et via l'intermédiaire : cette fois-ci, le Crédit suisse lui a pris du papier. Ledit plafonnement ne jouant pas pour le CEPME, qui jouit de la garantie de l'Etat, il a pu lever assez aisément 1 milliard de F, sous la direction du Crédit agricole.

Signalons enfin que la valorisation des bons du Trésor dans le bilan des banques, c'est-à-dire l'estimation de leur valeur boursière en fin d'année, qui devrait entrer en vigueur pour l'exercice 1989, a été reportée d'un an. Les dénotés sont tels (6% et 8% et plus sur les bons à cinq ans) que les pouvoirs publics ont eu pitié des banques, qui auraient dû provisionner les dénotés à due concurrence. Quant à la Direction des Impôts, elle en est toute soulagée : une déduction de moins!

F. R.



Les débats de la droite et la préparation du congrès du PS

Grands principes et petite cuisine...

Le semaine qui commence sera celle de toutes les ébullitions.

Ce va mijoter très fort dans la marmite de l'opposition. MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac n'ont pas l'intention de laisser M. Michel Noir et François Léotard parader devant l'électorat centriste. Puisque le maire de Lyon et son compère de Fréjus ont décidé de passer à l'offensive dès lundi 5 mars pour proposer aux Français la création d'une « Coordination pour une force unique » qui puisse prôner la formation d'une grande structure nouvelle dans laquelle se réuniraient les multiples partis et courants existants et constituer ensuite « une alternative crédible au socialisme mou et ambigu dans lequel notre pays s'enlise », l'ancien président de la République et le maire de Paris essaieront de leur barrer le chemin, dès mardi, à l'occasion de la réunion du « Comité de coordination de l'opposition » qui veut, lui aussi, réorganiser la droite mais se trouve d'ores et déjà saisi par le RPR d'une question préalable : la mise au point d'un système d'élections primaires capable d'aboutir à la désignation d'un candidat unique pour la future échéance présidentielle. Il faut donc s'attendre à de nouvelles querelles de cuisine.

En sachant que les « ministres de l'ouverture » du gouvernement de M. Michel Rocard n'entendent pas, eux non plus, rester inertes. La preuve : le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

M. Jean-Pierre Soisson, monte aux fourneaux pour concurrencer la « force unique » de M. Noir en annonçant le lancement de la « France unie », un nouveau « mouvement de centre gauche » dont l'ambition est « de donner la majorité à la majorité ». « Un mouvement, a tenu à préciser M. Soisson, pas un parti, un mouvement avec une liberté de pensée et d'allure, une souplesse dans l'organisation que ne connaissent plus les partis politiques. » Il faut s'attendre à des claquages.

Problèmes d'éthique

Ce va bouillir, surtout, dans le chaudron socialiste. Pas seulement parce que le bilan des votes des fédérations sur les sept motions en compétition au congrès de Rennes ne permettra sans doute pas vraiment de clarifier le débat flumeux entre les frères ennemis de feu le courant mitterrandiste mais aussi parce que le sort de l'équipe gouvernementale de M. Rocard dépendra en partie du nouveau rapport de forces à l'intérieur du parti. C'est la raison pour laquelle, au nom des rocardiens, qui se veulent plus rassembleurs que les mitterrandistes, le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Claude Evlin, s'est, bien entendu, déclaré, samedi, favorable à la sacro-sainte synthèse, à condition qu'elle ne se résume pas à un simulacre de réconciliation entre les fabiusiens et les jospin-mauroyistes qui intervi-

drat, in extremis, avant le congrès, ce qui pourrait empêcher M. Rocard d'arriver à Rennes en tête du balottage.

Mais ce risque de débordement, justement, sur les pieds de M. Rocard, à cause de l'affaire du fichier des Renseignements généraux qui met en émoi le monde politique en brouillant les frontières traditionnelles. Qui dit qu'on verrait un jour côte à côte, pour dénoncer une décision administrative prise sous un gouvernement socialiste, des personnalités aussi diverses que M. Simone Veil, M. Charles Pasqua, M. Claude Cheysson, tous d'accord avec le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Quéryenne, pour opposer à cette décision surprenante en invoquant la défense des libertés individuelles ? Le ministre de l'intérieur aurait voulu apporter de l'eau au moulin de ceux des socialistes qui accusent M. Rocard de dévotionisme droitiste qu'il ne s'y serait pas pris autrement.

Il fut une époque où M. François Mitterrand lui-même se plaisait à souligner que la différence entre la droite et la gauche se voyait surtout devant les problèmes d'éthique. Quand on lui signalait des mises en fiche politiques ou des écoutes téléphoniques, il disait avec mépris : « Je ne mange pas de ce pain-là... » Le temps est-il donc venu de voir traiter les grands principes avec la même dévotion que les petites salades de cuisine ?

ALAIN ROLLAT

■ Election municipale à Bastia le 25 mars. - La date du premier tour de l'élection municipale de Bastia (Haute-Corse) a été officiellement fixée au dimanche 25 mars. (Nos dernières éditions du 3 mars). Le 23 février dernier, le conseil d'Etat, saisi d'un recours déposé par MM. Emile Zuccarelli, maire (MRG) de Bastia et Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, avait confirmé la décision d'annulation du scrutin, prononcée par le tribunal administratif le 16 juin 1989 (Le Monde des 25-26 février). Cette décision d'annulation avait été motivée par le fait que huit cents procurations n'avaient pu être achevées à temps, en raison de la grève des agents de la fonction publique qui paralysait la Corse au moment du scrutin. Une délégation spéciale, composée de sept membres et chargée d'assurer l'intérim jusqu'à l'élection

Imbroglio « sportivo-politique » à Chambéry

Le déficit des championnats du monde de cyclisme entraîne une information judiciaire pour abus de confiance

M. Eric de Montgolfier, procureur de la République de Chambéry (Savoie), a ordonné, le vendredi 2 mars, l'ouverture d'une information contre X. pour abus de confiance dans l'organisation des championnats du monde de cyclisme, qui ont eu lieu à Lyon et à Chambéry du 14 au

27 août 1989. Le même jour, le tribunal de grande instance a décidé la liquidation judiciaire du comité d'organisation, confronté à un déficit approchant les 20 millions de francs. Son président, M. Jean Bollon (UDF-PR), s'est démis de son mandat de conseiller municipal.

CHAMBERY

de notre correspondant

M. Agnès Lupin, juge d'instruction, désormais chargée de vérifier s'il y a eu abus de confiance dans l'organisation des

championnats du monde cyclistes, n'aura pas la tâche facile. Un mois après avoir été saisi du dossier, le procureur de la République, M. de Montgolfier, n'a pas réussi à tirer au clair certains aspects de cette affaire, ni à dégager les responsabilités. « La seule présomption ne traduit pas une fraude reconnue ou existante », explique-t-il. La question est quand même posée.

A la fin du mois de janvier, il n'était pourtant question que d'un bilan financier jugé « peu glorieux » par le président du comité lui-même. Le budget initial de 35 millions de francs avait dérapé à 53 millions, avec, à la fin, un déficit de 19,5 millions (Le Monde du 30 janvier). Pour les organisateurs, le maigre succès populaire de cette manifestation, qui n'a enregistré que 43 000 entrées payantes au lieu des 150 000 spectateurs attendus, était donc essentiellement de ce « trou » considérable.

« Le désordre a atteint l'équivalent », selon l'expression du procureur, lorsqu'on a découvert qu'il manquait 516 carnets de 100 bil-

A des fins électorales ?

lets. Une partie, composée de soixante mille, a fini par être retrouvée par hasard dans le courant du mois de février, sans qu'il ait été possible de déterminer à quel usage avait été affecté l'argent correspondant. Partagée entre le comité lui-même et la société parisienne Pampele chargée des contrats commerciaux (35 millions de francs), la répartition de la billetterie, assurée sur le terrain par un millier de bénévoles, n'a jamais pu être clairement établie. Pour M. de Montgolfier, ce simple fait suffisait à engager une procédure.

En transmettant toutefois le dossier à la chambre criminelle de la cour d'appel de Chambéry, le magistrat a étendu cette procédure à un autre domaine d'investigation : il s'agit désormais de vérifier si les sommes affectées à l'organisation n'ont pas été utilisées à d'autres fins, notamment durant la période précédant les élections municipales, lorsque M. Bollon, président du comité d'organisation,

était adjoint au maire et candidat aux élections, ou il fut battu par M. Louis Besson, maire (PS) de la ville et ministre du logement. Les faits pourraient toutefois être couverts par la loi du 16 janvier sur le financement des activités politiques.

Le président du comité s'est par avance défendu de cette accusation implicite : « Je n'ai rien à me reprocher et j'ai toujours évité de mêler ces deux activités », a-t-il répété avec force. Quoi qu'il en soit, l'affaire a déjà connu un prolongement politique. Dans la soirée de jeudi, M. Bollon annonçait sa démission du conseil municipal, où il siège dans la minorité. Selon lui, la ville n'a pas consenti les efforts financiers nécessaires pour contribuer à trouver une solution en faveur des quelque cent vingt créanciers qui, depuis la décision de liquidation judiciaire prononcée par le tribunal de grande instance, n'ont guère de chances d'être réglés.

Le maire de Chambéry avait, pour sa part, évoqué son intention de renoncer à un facture de 2,4 millions de francs correspondant aux prestations engagées par la ville, bien que cette éventualité ne fût pas prévue dans la convention signée avec la municipalité d'alors. M. Besson a rappelé qu'il s'en était tenu à l'engagement souscrit par ses prédécesseurs. Malgré la réussite sportive et médiatique de ces championnats du monde, Chambéry craint les retombées négatives d'un événement qui, à l'origine, devait contribuer à son rayonnement.

MICHEL DELBERGHE

GLOBE
JIM MORRISON
LA VÉRITÉ
SUR SA MORT

Responsable de l'innovation au ministère de la défense

L'amiral Le Pichon dénonce le « lobby militaro-industriel »

Au cours d'un colloque sur le désarmement et la sécurité en Europe, organisé à Paris par la Fondation pour les études de défense nationale, le vice-amiral Hervé Le Pichon a vivement dénoncé, vendredi 2 mars, l'influence politique exercée par les industriels de l'armement dans le monde, et il a critiqué la décision du gouvernement français à propos des intercepteurs Crusader de défense aérienne qui doivent amener les porte-avions.

Après avoir commandé le groupe aéronaval de la marine nationale, notamment en océan Indien et en Méditerranée, le vice-amiral Le Pichon, aujourd'hui cadre de réserve, a été chargé, par M. Jean-Pierre Chevènement, d'animer une mission « innovation » au sein du ministère de la défense.

Dans une déclaration écrite qu'il a commentée devant une soixantaine de diplomates, militaires et chercheurs européens, qui participaient à ce colloque de la Fondation, présidée par M. Pierre Dabizis, l'amiral Le Pichon a expliqué : « Alimentées par des budgets gigantesques, sans grandes retombées économiques réelles sur la vie quotidienne, les industries de l'armement ont leur finalité propre qui n'est pas de produire des matériels pour l'industrie des matériels qu'il fabrique. »

« Ce qui compte, à la limite, c'est le chiffre d'affaires, d'où des méthodes d'investissement sophistiquées et incroyablement coûteuses », a

ajouté le responsable de la mission « innovation ». « Les budgets nationaux, malgré leur énormité, n'ont pas suffi pour absorber les capacités de production, ou alimenter les crédits d'études, c'est à l'exportation qu'on a recouru. Une exportation à tout va, qui devient une fin en soi, au point que, pour ne pas handicaper un nouveau programme d'avions de combat, on n'hésite pas à priver les porte-avions français de défense aérienne pour des années. »

Par cette allusion, l'amiral Le Pichon s'en est pris au fait que le ministre de la défense a, dans l'attente de la version navale du Rafale en 1997 et par souci de protéger l'avenir de cette production de Dassault, choisi de rénover les vieux Crusader actuels des porte-avions, de préférence à l'achat, ou à la location, d'avions F-18 plus modernes aux Etats-Unis.

« La France et la Grande-Bre-

tagne sont, après les Etats-Unis et l'Union soviétique, les plus grands fournisseurs d'armes du monde », a déclaré l'amiral. La recherche militaire absorbe, en France, 30 milliards de francs chaque année, au moins autant que chez nos alliés britanniques. Comment peut-on imaginer que le lobby militaro-industriel de ces deux pays se laissera dépouiller d'un marché particulièrement fructueux par les deux nations initiatrices des négociations de Vienne [sur le désarmement classique en Europe] ? Handicap important pour les Européens, ces accords sont pain béni pour les industries d'armement des deux super-puissances, des Coréens, des Japonais ou des Brésiliens. Il faut s'attendre, dans ce domaine, à-t-il conclu, à un détournement de fait des dispositions du traité. »

JACQUES ISNARD

Le recul des commandes d'armes atteindrait 40 % pour l'année 1989

Selon des évaluations encore provisoires du ministère de la défense, les prises de commandes de matériels militaires reçues de l'étranger par la France ont atteint en 1988, entre 23 milliards et 25 milliards de francs. C'est l'un des chiffres d'affaires à l'exportation les moins élevés depuis le milieu de la décennie 80, où, par exemple, en 1984, on avait enregistré 61,8 milliards de francs de commandes.

Par rapport à 1988, cette première évaluation pour 1989, si elle se confirmait, marquerait un déclin de près de 40 % du montant - en francs courants - des prises de commandes à l'exportation. En 1988, la France avait reçu pour 37,5 milliards de

francs de commandes militaires de clients étrangers. Des projections pour l'année en cours donnent à penser que 1990 se situerait dans la même « fourchette » que celle de 1988.

Dans les milieux industriels concernés, on explique cette chute des activités militaires à l'exportation par la contraction des débouchés extérieurs (fin de certains conflits, endettement de la clientèle, création par cette même clientèle de ses propres capacités de production) et par l'existence de négociations - comme celles de Vienne sur la sécurité en Europe - qui incitent des pays à anticiper sur un prochain désarmement.

J. L.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a soixante-dix ans, Horthy prend le pouvoir en Hongrie 2

ETRANGER

Les troubles en Côte d'Ivoire et au Gabon... 4

Le débat sur la réunification de l'Allemagne et la frontière Oder-Neisse 3

SOCIÉTÉ

L'affaire des fichiers informatisés
Le point de vue de la CNIL ; Les réactions politiques 8

Inceste à la cour d'assises du Gers
Jean-Paul Bonnemazou condamné à quatorze ans de réclusion criminelle 9

CULTURE

Le corps dans tous ses états
De Michel-Ange à Rodin ou Maillol, une exposition au Musée d'Orsay présente l'art du fragment dans la sculpture 10

Une lettre d'Elia Kazan

Contraint de suspendre la production de son prochain film, *Au-delà de la mer Égée*, à la suite des nouveaux décrets régissant la nationalité des films, le réalisateur américain réagit 10

ECONOMIE

La construction d'Airbus
Une chaîne de montage transférée à Hambourg ; Fin de la grève à British Aerospace 13

Déficit japonais

Pour la première fois depuis six ans, un déficit des comptes courants. 13

Télécommunications

Vers un démantèlement du géant japonais NTT 13

Revue des valeurs.. 14

Crédits, changes, grands marchés 15

Services

Abonnements 2
Carnet 12
Météorologie 12
Notes croisées 9
Radio-Télévision 12
Spectacles 11

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 mars a été tiré à 530 635 exemplaires

صلى الله عليه وسلم